

**CONSEIL COMMUNAL DU 26 FÉVRIER 2014**  
**GEMEENTERAAD VAN 26 FEBRUARI 2014**

**REGISTRE - REGISTER**

|   |   |
|---|---|
| Présents en début de séance<br>Aanwezig in het begin van de zitting | Michel Eylenbosch, <i>Président du Conseil/Voorzitter van de Raad</i> ;<br>Françoise Schepmans, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ;<br>Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ;<br>Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Houria Ouberri, Mohammadi Chahid, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Olivia P'tito, Dina Bastin, Danielle Evraud, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Nicole Linders-Dubocage, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhloufi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ;<br>Jacques De Winne, <i>Secrétaire du Conseil/Secretaris van de Raad</i> . |
| Entrés en séance<br>Binnengekomen tijdens de zitting                | Pierre Vermeulen, Tania Dekens, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .   |
| Quittent la séance<br>Verlaten de zitting                           | Patricia Vande Maele, <i>Échevine/Schepen</i> ;<br>Abdellah Achaoui, Mohammadi Chahid, Pierre Vermeulen, Jamel Azaoum, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Olivia P'tito, Dirk De Block, Michael Vossaert, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Tania Dekens, Nicole Linders-Dubocage, Laurie Carême-Palanga, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .  |
| Excusés<br>Verontschuldigd  | Badia El Belghiti, Luc Léonard, Mohamed El Abboudi, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .   |
| Absent<br>Afwezig   |   |

LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 19:00  
DE OPENBARE ZITTING WORDT GEOPEND OM 19:00

#012/26.02.2014/A/0001# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Interpellation citoyenne relative aux sanctions administratives communales.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation citoyenne dont le texte suit:

*Madame le Bourgmestre,  
Mesdames et Messieurs les Échevins,  
Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux,*

*Je m'appelle SOUFIANE AMEZIANE et je suis porte-parole de La maison des Jeunes « La J » et un certain nombre de associations de jeunesse situées dans notre commune de Molenbeek. (Je vous les cite : Centrum WEST, Atout Jeunes, JES, BRAL, L'AMO l'Oranger, Chiro Sint Anneke, le Foyer, Dienstencentrum Don Bosco, Scogimo, la FCJMP et D'Broej). Je voudrais vous interpellier sur la question des Sanctions Administratives Communales.*

*Les associations compétentes en matière de jeunesse, dont le champ d'action porte sur la commune de Molenbeek, sommes particulièrement préoccupées par la diminution à 14 ans de l'âge à partir duquel une sanction administrative communale peut être administrée. Nous vous demandons avec insistance de ne pas appliquer la réglementation SAC à votre commune ou à tout le moins, de respecter l'article 4, §5 de cette nouvelle loi qui oblige le conseil communal à consulter tout organe compétent en matière de jeunesse à être entendu préalablement à la décision d'élargir ce système aux jeunes à partir de 14 ans.*

*Dans la Zone de Police West, la commune de Jette, a déjà demandé l'avis du Conseil des Jeunes. Ce dernier a donné, on vous le rappelle, un avis négatif. Nous vous demandons donc d'attendre l'avis du Conseil des Jeunes de Molenbeek, qui va bientôt être créé.*

*Est-ce qu'on doit vous rappeler que seulement 1% à 2% des SAC sont destinées aux mineurs en Belgique. Il n'y a donc pas urgence pour abaisser l'âge minimum. On y conclut même qu'un abaissement jusqu'à 14 ans n'est pas du tout nécessaire et utile (sauf peut-être pour des raisons politiques et pour se profiler au sein du débat sécuritaire...malheureusement en dépit des jeunes et l'image des jeunes dans votre commune).*

*Les demandes des associations de jeunesse concernant l'abaissement de l'âge sont les suivantes :*

- *L'application des SAC aux mineurs de 16 ans n'a pas encore été*

*évaluée. Nous vous demandons d'attendre cette évaluation avant éventuellement abaisser l'âge minimum.*

- *Un système juridique spécifique aux mineurs d'âges existe, celui de la protection de la jeunesse, qui grâce à son cadre pédagogique avec des professionnels de l'éducation, garantit le respect des droits fondamentaux des jeunes.*
- *La confidentialité du contenu de la médiation et la neutralité du médiateur (qui représentera généralement la commune) sont inexistantes, conditions pourtant primordiales de la réussite d'un tel processus. Comment la commune garantira-t-elle une vraie médiation qui soit neutre et confidentielle qui ne soit pas lié une éventuelle sanction par après ?*
- *Nous sommes particulièrement préoccupés par l'interdiction de lieu par le bourgmestre, prévue dans la nouvelle loi. Une interdiction de lieu d'un mois peut être imposée, renouvelable deux fois. Nous pensons que cette mesure est radicale, surtout pour les mineurs. Par principe, nous sommes opposés à l'introduction d'une telle mesure. Nous sommes préoccupés par la facilité avec laquelle une telle mesure drastique peut être prolongée. Pour les mineurs, un prolongement devrait uniquement être possible via un juge de la jeunesse. Nous imaginons le pire : des jeunes avec une peau trop basanée ou des jeunes qui sont dans une position défavorisée seront interdits d'entrer dans un domaine provincial pour tout l'été, juste à cause d'un petit incident. Pourquoi cette interdiction de lieu est-elle intéressante pour un pouvoir communal ?*

*Qu'il soit bien clair, nous, les associations de jeunesse de Molenbeek-Saint-Jean, nous nous opposons fermement à l'application de la nouvelle loi sur les SAC sur notre territoire. Surtout en ce qui concerne l'abaissement de l'âge minimum à 14 ans, qui est fondamentalement contraire à la législation sur la protection de la jeunesse et les droits de l'enfant. Vous pouvez faire en sorte que cet abaissement n'ait pas lieu. Molenbeek-Saint-Jean est une commune avec un potentiel énorme et nous sommes heureux de constater que la commune soutienne plein d'initiatives pour la jeunesse. C'est sur cela qu'il faut miser et les amendes pour les jeunes ne seront alors plus nécessaires.*

*Madame le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux, je vous remercie davantage pour votre attention et votre réponse à nos questions.*

Le Conseil prend connaissance.

---

**Interpellatie van de burgers betreffende de Gemeentelijke administratieve sancties.**

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie van de burgers (tekst in bijlage).

De Raad neemt kennis.

Pierre Vermeulen quitte la séance / verlaat de zitting

Tania Dekens quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/26.02.2014/A/0002# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Interpellation citoyenne relative à la fermeture de l'école des devoirs et de cours arabe, asbl Arissala.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation citoyenne, dont le texte est annexé.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Interpellatie van de burgers betreffende de sluiting van de school voor huiswerkhulp en de Arabische lessen, vzw Arissala.**

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie van de burgers (tekst in bijlage).

De Raad neemt kennis.

Tania Dekens entre en séance / treedt in zitting

---

#012/26.02.2014/A/0003# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

## **Dépôt du rapport annuel de l'exercice 2012 - 2013.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 96 de la Nouvelle Loi communale ;

**Prend acte** des termes du rapport annuel sur l'Administration et la situation des affaires de la Commune pendant l'exercice 2012-2013.

Le Conseil prend acte.

---

## **Neerlegging van het jaarverslag van het dienstjaar 2012 - 2013.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 96 van de Nieuwe Gemeentewet;

**Neemt akte** van de termen van het jaarverslag over het bestuur en de toestand der Gemeentezaken gedurende het dienstjaar 2012-2013.

De Raad neemt akte.

Pierre Vermeulen entre en séance / treedt in zitting

---

#012/26.02.2014/A/0004# **Finances - Financiën**

## **Budget communal de l'exercice 2014**

LE CONSEIL,

Vu le projet de budget 2014 proposé par le Collège échevinal ;

DECIDE

Article unique :

D'arrêter les prévisions des recettes et des dépenses des services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2014.

Le budget communal de l'exercice 2014, ainsi que les annexes obligatoires, sera transmis en cinq exemplaires aux services de la tutelle de la Région de Bruxelles-Capitale, après publication de celui-ci pendant le délai légal de 10 jours.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

42 votants : 23 votes positifs, 18 votes négatifs, 1 abstention.

---

## **Gemeentebegroting van het dienstjaar 2014**

DE RAAD,

Gezien het begrotingsproject 2014 door het Schepencollege voorgesteld;

**BESLUIT**

Enig artikel :

De ramingen van ontvangsten en uitgaven van de gewone en buitengewone diensten voor het dienstjaar 2014 vast te stellen.

De gemeentebegroting van het dienstjaar 2014, alsook de verplichte bijlagen, zal in vijf exemplaren worden opgestuurd aan de diensten Toezicht van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, na publicatie gedurende de wettelijke termijn van 10 dagen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

42 stemmers : 23 positieve stemmen, 18 negatieve stemmen, 1 onthouding.

Abdellah Achaoui quitte la séance / verlaat de zitting

Khadija El Hajjaji quitte la séance / verlaat de zitting

Olivia P'tito quitte la séance / verlaat de zitting

Nader Rekik quitte la séance / verlaat de zitting

Shazia Manzoor quitte la séance / verlaat de zitting

Tania Dekens quitte la séance / verlaat de zitting

Nicole Linders-Dubocage quitte la séance / verlaat de zitting

**service emploi de Koekelberg et la Mission locale de Molenbeek, pour l'organisation par l'Institut Machtens, enseignement communal de promotion sociale, d'une action de formation en « Techniques de vente et néerlandais commercial», à l'attention d'un public en insertion socio-professionnelle. Formations subventionnées et à charge de Bruxelles Formation.**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel qu'il a été modifié ;

Considérant que le décret précité autorise les pouvoirs organisateurs d'établissements de promotion sociale à conclure des conventions avec des associations pour réaliser les finalités qu'il détermine :

- «concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, culturelle et scolaire ;
- répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturels» ;

Considérant que l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, également appelé Bruxelles Formation, sis rue de Stalle, 67 à 1180 Bruxelles, a demandé à l'Institut Machtens, enseignement communal de Promotion sociale, d'organiser, à l'attention d'un public en insertion socio-professionnelle, des unités de formation en vente et conseil clientèle (160 périodes), initiation aux techniques de communication professionnelle (80 périodes), métiers de la vente et de l'accueil du public : expression orale (80 périodes), initiation à la langue : néerlandais en situation – UF3 (80 périodes) et UF4 (80 périodes) ;

Considérant que cette formation aura lieu du 10 février 2014 au 24 mai 2014 pour la 1ère session et du 15 septembre 2014 au 12 décembre 2014 pour la 2ème session, dans les locaux de l'Institut Machtens, rue Tazieaux 25 ;

Considérant que les périodes d'unité de formation sont cofinancer par Bruxelles Formation;

DECIDE

Article unique :

D'approuver la convention, ci-annexée, établie entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, pouvoir organisateur de l'Institut Machtens, enseignement communal de promotion sociale, l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, également appelé Bruxelles Formation , le service emploi de Koekelberg et la Mission locale de Molenbeek, pour l'organisation par l'Institut Machtens, enseignement communal de promotion sociale, des unités de formation en vente et conseil à la clientèle (160 périodes),

initiation aux techniques de communication professionnelle (80 périodes),  
métiers de la vente et de l'accueil du public : expression orale (80 périodes),  
initiation à la langue : néerlandais en situation – UF3 (80 périodes) et UF4 (80  
périodes).

Expédition de la présente délibération sera transmise conformément à l'article 7  
de l'ordonnance du 14 mai 1998 réglant la tutelle administrative sur les actes  
des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 35 votes positifs.

---

**Overeenkomst tussen het Gemeentebestuur en het franstalige brusselse  
Instituut voor de beroepsvorming ook benoemd « Bruxelles Formation »,  
voor het organiseren, door het Instituut Machtens, gemeentelijk onderwijs  
voor sociale promotie, van een vormingseenheid in de verkoopstechnieken  
en in het nederlands.**

**Nota voor de Gemeenteraadsleden:**

De leden van de Gemeenteraad worden verzocht zich uit te spreken over een  
beraadslaging die ertoe strekt een overeenkomst goed te keuren, opgesteld  
tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, inrichtende macht van het Instituut  
Machtens, gemeentelijk onderwijs voor sociale promotie, en het Franstalige  
Brusselse Instituut voor de beroepsvorming, met het oog op de organisatie door  
het Instituut van een vormingseenheid in de verkoopstechnieken (160 lestijden)  
en in de klantenraad (160 lestijden), initiatie in de professionele communicatie  
technieken (80 lestijden), beroepen in de verkoop en in het onthaal van het  
publiek : mondelingse vaardigheid (80 lestijden), initiatie in het taal :  
Nederlands in situatie UF3 (80 lestijden) en UF4 (80 lestijden), van 10 februari  
2014 tot en met 24 mei 2014 en van 15 september 2014 tot en met 12  
december 2014.

De kosten vallen ten laste van het Franstalige Brusselse Instituut voor de  
beroepsvorming en van de Franse Gemeenschap.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

---



## organisateur - Mise à jour 1

LE CONSEIL,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut du personnel de l'enseignement officiel subventionné, tel qu'il a été modifié ;

Considérant que l'article 94 du décret du 06 juin 1994 précité dispose que :

« Les commissions paritaires locales comprennent :

1° un nombre égal de représentants du pouvoir organisateur et des membres du personnel ;

2° un président et un vice-président ;

3° un secrétaire et un secrétaire adjoint.

La composition et le mode de fonctionnement de ces commissions sont fixés par le Gouvernement. Dans l'enseignement provincial, la présidence de ces commissions est exercée par le délégué de la députation permanente du conseil provincial. Dans l'enseignement communal, elle est exercée par le bourgmestre ou son délégué. Le vice-président est choisi parmi les représentants des membres du personnel. » ;

Considérant que l'article 95 du décret précité dispose que :

« Les commissions paritaires locales ont principalement pour mission, chacune dans leur champ de compétence :

1° de délibérer sur les conditions générales de travail ;

2° de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre le pouvoir organisateur et les membres de son personnel relevant du présent décret ;

3° d'établir pour le personnel de l'enseignement officiel subventionné des règles complémentaires aux dispositions statutaires du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, et aux règles complémentaires fixées par les commissions paritaires communautaires rendues obligatoires par le Gouvernement ;

4° de donner des avis sur toutes questions relatives à l'organisation, la défense et la promotion de l'enseignement officiel ;

5° (...) *[abrogé par D. 12-07-2012]*

6° de contrôler le respect par le pouvoir organisateur des articles 36ter, §§ 2 et 3, 36quater, §§ 2 et 3, et 36quinquies, §§ 2 et 3 [désignation des enseignants et changement d'affectation] » ;

Considérant que l'article 4 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 septembre 1995 relatif à la création, à la composition et aux attributions des commissions paritaires locales de l'enseignement officiel subventionné dispose que :

« Le renouvellement des Commissions paritaires locales s'effectue tous les six ans.

En cours de mandat, les pouvoirs organisateurs et les organisations représentatives des membres du personnel peuvent modifier leur délégation. Ils en informent préalablement les membres de la Commission précitée. [...] » ;

Considérant que l'article 5 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté

française précité dispose que :

« Les pouvoirs organisateurs et les organisations représentatives du personnel peuvent désigner des membres suppléants dont le nombre ne peut excéder le nombre de membres effectifs dévolu au pouvoir organisateur et à chaque organisation représentative du personnel. Les membres suppléants ne siègent qu'en l'absence des membres effectifs » ;

Considérant que l'article 6 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française précité dispose que :

« Les pouvoirs organisateurs et les organisations représentatives du personnel peuvent s'adjoindre des conseillers techniques qui les assistent à titre consultatif lors des réunions de la Commission paritaire locale. Le nombre de ces conseillers techniques ne peut excéder le nombre de membres effectifs dévolu au pouvoir organisateur et à chaque organisation représentative des membres du personnel » ;

Vu la décision du Conseil communal, en date du 25 février 2013, de désigner, en tant que membres de la délégation du pouvoir organisateur au sein de la Commission paritaire locale :

Madame Patricia VANDE MAELE, Echevine de l'instruction publique, Présidente de la Commission paritaire locale, membre effectif ;

Madame Françoise SCHEPMANS, Bourgmestre, membre effectif ;

Monsieur Abdelkarim HAOUARI, Echevin de l'Economat, membre effectif ;

Monsieur Jan GYPERS, Echevin des travaux publics, membre effectif ;

Madame Isabelle VAN MECHELEN, responsable de la Cellule pédagogique, membre effectif ;

Madame Pascale VINCENT, Conseiller adjoint au service de l'Instruction Publique, membre effectif ;

Monsieur Gaston IMPENS, Conseiller en éducation physique, membre effectif ;

Madame Danielle DEWAELE, Conseillère pédagogique, détachée à la Cellule pédagogique, membre effectif ;

Madame Jacqueline WOLF, Directrice de l'Ecole communale n°10, membre effectif ;

Monsieur Mohamed Mehdi CHERKAOUI, Secrétaire d'administration au Service de l'Instruction publique, membre suppléant;

Madame Michèle CROISIER, Directrice stagiaire de l'Ecole communale n° 13, membre suppléant ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, en date du 20 novembre 2013, d'attribuer dorénavant les compétences de l'Instruction

publique francophone à Madame Françoise SCHEPMANS, Bourgmestre ;  
Considérant donc que la présidence de la COPALOC doit dorénavant être exercée par Madame Françoise SCHEPMANS, Bourgmestre ;  
Considérant, en outre, que Madame Patricia VANDE MAELE souhaite rester membre de la COPALOC et siéger en tant qu'échevine du personnel communal et de la prévention au travail ;  
Vu la décision du Conseil communal, en date du 17 décembre 2013, de mettre fin au stage de direction de Madame Michèle CROISIER à la date du 31 décembre 2013 ;  
Considérant donc qu'il y a lieu de désigner un nouveau membre suppléant pour remplacer Madame Michèle CROISIER dans la délégation du pouvoir organisateur au sein de la Commission paritaire locale de l'Enseignement officiel subventionné ;

## DECIDE

Article unique :

de modifier la composition du pouvoir organisateur au sein de la Commission paritaire locale de l'Enseignement officiel subventionné et de désigner :

Madame Françoise SCHEPMANS, Bourgmestre, responsable de l'Instruction publique francophone et Présidente de la Commission paritaire locale (COPALOC), membre effectif ;

Madame Patricia VANDE MAELE, Echevine du personnel communal et de la prévention au travail ;

Monsieur Abdelkarim HAOUARI, Echevin de l'économat, des finances et des taxes communales ;

Monsieur Jan GYPERS, Echevin des travaux publics, des ateliers communaux, de la mobilité et des projets subsidiés ;

Madame Isabelle VAN MECHELEN, responsable de la Cellule pédagogique, membre effectif ;

Madame Pascale VINCENT, Conseiller adjoint au service de l'Instruction Publique, membre effectif ;

Monsieur Gaston IMPENS, Conseiller en éducation physique, membre effectif ;

Madame Danielle DEWAELE, Conseillère pédagogique, détachée à la Cellule pédagogique, membre effectif ;

Madame Jacqueline WOLF, Directrice de l'Ecole communale n°10, membre effectif ;

Monsieur Mohamed Mehdi CHERKAOUI, Secrétaire d'administration au

Service de l'Instruction publique, secrétaire de la COPALOC, membre suppléant ;

Monsieur Eddy BEAUFAYS, Secrétaire d'administration au Service de l'Instruction publique, secrétaire adjoint de la COPALOC, membre suppléant ;

Madame Mariëka VAN HECKE, Directrice de l'Ecole communale n° 17 – Les Tamaris, membre suppléant.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

35 votants : 34 votes positifs, 1 abstention.

---

**Franstalig gemeentelijk basisonderwijs - Plaatselijke paritaire Commissie van het gesubsidieerd officieel onderwijs (COPALOC) - Opdracht van de inrichtende macht - Bijwerking.**

**Nota aan de Gemeenteraadsleden:**

COPALOC (Plaatselijke Paritair Comité) is een onderhandelingsorgaan tussen de werknemers en de werkgevers waar de beslissingen over de organisatie van het Franstalig onderwijs worden genomen. Mevrouw Schepmans, Burgemeester, verantwoordelijk van het Franstalig openbaar onderwijs, neemt de plaats in van Mevrouw Vande Maele, Schepen, als voorzitter van het COPALOC. Mevrouw Van Hecke, directeur van Ecole 17, neemt de plaats in van Mevrouw Croisier, ex-directeur van Ecole 13, en Meneer Beaufays, Bestuurssecretaris bij de dienst Franstalig openbaar onderwijs, is de nieuwe adjunct-secretaris van het COPALOC.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

35 stemmers : 34 positieve stemmen, 1 onthouding.

Nader Rekik entre en séance / treedt in zitting

Shazia Manzoor entre en séance / treedt in zitting

Nicole Linders-Dubocage entre en séance / treedt in zitting

---

#012/26.02.2014/A/0007# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

**Coordination des crèches communales – Convention de fonctionnement avec l'asbl OLINA - Milieu d'accueil rue du Jardinier 'OLINA 2'.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du collège échevinal du 24.07.2013, par laquelle il décidait de marquer son accord de principe pour l'occupation de la maison d'accueil sise rue du Jardinier 75-77 par l'asbl OLINA;

Vu sa décision du 24.09.2013, décidant de nommer les nouveaux membres du Conseil d'Administration et de l'assemblée générale de l'asbl OLINA; que l'installation du nouveau Conseil d'Administration et de l'assemblée Générale a eu lieu le 13.11.2013 et a été publié au Moniteur Belge du 02.01.2014;

Considérant qu'une convention de fonctionnement doit être établie, relative au milieu d'accueil sis rue du Jardinier 75-77, nommé 'OLINA 2' et déterminant les engagements tant de la part de l'asbl Olina que de la Commune;

Vu le projet de convention de fonctionnement ci-annexé;

DECIDE

Article unique :

d'approuver les termes de la convention de fonctionnement ci-annexée, relative à l'exploitation du milieu d'accueil 'Olina2' pour 18 enfants sis rue du Jardinier 75-77 par l'asbl Olina.

Expédition de la présente délibération sera transmise au service de la Comptabilité (B6) et à la Recette communale (B4).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Cel Coördinatie kinderdagverblijven – Werkingsovereenkomst met de vzw OLINA - Opvangmilieu Hoveniersstraat 'OLINA 2'.**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van het Schepencollege d.d. 24.07.2013, waarbij deze besloot zich principieel akkoord te verklaren met de bezetting van het opvanghuis gelegen Hoveniersstraat 75-77 door de vzw OLINA;

Gelet op zijn beraadslaging van 24.09.2013, waarbij hij besloot de nieuwe leden van de Beheerraad en van de Algemene vergadering van de vzw OLINA te benoemen; dat de installatie van de nieuwe Beheerraad en de Algemene Vergadering plaats had op 13.11.2013 en in het Belgisch Staatsblad gepubliceerd werd op 02.01.2014;

Overwegende dat er een werkingsovereenkomst dient opgesteld te worden betreffende het opvangmilieu gelegen Hoveniersstraat 75-77, genaamd 'OLINA 2', die de verplichtingen van zowel de vzw Olina als van de Gemeente vastlegt; Gelet op het ontwerp van werkingsovereenkomst in bijlage;

## BESLUIT

Enig artikel :

de termen goed te keuren van de werkingsovereenkomst in bijlage, betreffende de uitbating van het opvangmilieu 'Olina2' voor 18 kinderen, gelegen Hoveniersstraat 75-77, door de vzw Olina.

Een kopie van de huidige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Dienst Boekhouding (B6) en aan de Gemeentekas (B4).

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Michaël Vossaert quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/26.02.2014/A/0008# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

### **HANDICITY - Charte communale de l'intégration de la personne handicapée.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'en 2000, une Charte Communale de l'Intégration de la Personne Handicapée avait été inaugurée et que plusieurs communes Wallonnes et Bruxelloises y avaient souscrits ;

Considérant qu'en novembre 2007 le Collège et le Conseil communal ont approuvé l'adhésion à cette charte ;

Considérant qu'un nouveau Collège et un nouveau Conseil communal ont été installés en décembre 2012 ;

Considérant que la Commune est le lieu de vie quotidienne de tout un chacun, est le premier lieu d'intégration de la personne handicapée. Cette Charte est, à la fois, l'aboutissement de réflexions de personnes handicapées qui veulent être actrices de leur cité, et la concrétisation d'un processus citoyen où la Commune, par son Collège des Bourgmestres et Echevins et son Conseil Communal, s'engage de manière officielle à considérer la personne handicapée comme citoyen à part entière ;

DÉCIDE :

Article unique:

De prendre connaissance la Charte communale de l'intégration de la personne handicapée, en annexe et de marquer son accord à l'engagement de la Commune en faveur des personnes handicapées en souscrivant à cette Charte.

Expédition de la présente délibération sera transmise aux services Egalité des chances, Communication (B09), de la Comptabilité (B6), la Recette communale (B4), l'Economat (B10)

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 37 votes positifs.

---

## **HANDICITY - Gemeentelijk handvest voor de integratie van gehandicapten.**

DE RAAD,

Overwegende dat in 2000 een Gemeentelijk Handvest voor de Integratie van personen met een handicap ingehuldigd werd en dat verscheidene Waalse en Brusselse gemeenten dit ondertekend hadden;

Overwegende dat in november 2007 het College en de Gemeenteraad de toetreding tot het handvest goedkeurde;

Overwegende dat een nieuw College en een nieuwe Gemeenteraad geïnstalleerd werden in december 2012;

Overwegende dat de Gemeente de plaats is waarop eenieders dagelijks leven zich afspeelt en de eerste plaats is voor de integratie van personen met een handicap. Dit handvest is zowel het resultaat van het denkwerk van personen met een handicap die in hun wijk actief willen zijn en de concretisering van een burgerproces waarbij de Gemeente via haar College van Burgemeester en Schepenen en haar Gemeenteraad, zich er officieel toe verbindt personen met een handicap als volwaardige burgers te beschouwen;

BESLUIT:

Enig artikel:

Kennis te nemen van het bijgevoegd Gemeentelijk Handvest voor de Integratie van personen met een handicap en zijn goedkeuring te verlenen voor de verbintenis van de Gemeente ten voordele van personen met een handicap, door dit handvest te ondertekenen;

Verzending van de huidige aan de volgende diensten : Gelijkheid van Kansen, Communicatie, B6, B4, B10

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

#012/26.02.2014/A/0009# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**

**Subventions aux communes en matière de mise en place de formations sportives – Conventions pour les Clubs sportifs de catégorie 6.**

LE CONSEIL,

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale a décidé d'accorder des subventions aux communes en matière de mise en place de formations sportives, dans un arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, daté du 20 juillet 2006;

Considérant que ces subsides seront accordés aux communes après la conclusion de conventions entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, les clubs sportifs et les communes, sur le territoire desquelles sont situés les clubs sportifs concernés;

Vu la décision du 17 octobre 2013 émanant du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, concernant l'attribution de subsides et l'ajout d'un nouveau club sur Molenbeek-Saint-Jean comme suit :

Evolution Academy (basket) 50.000 EUR ;

liquidé en deux tranches, dont la première de 80% dès signature de la convention et le solde dès présentation des justificatifs;

Considérant que les crédits nécessaires à la liquidation de ces subsides seront prévus au budget de l'exercice 2014,

DECIDE

Article 1 :

d'approuver la conclusion de conventions entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Commune et le club sportif précité, pour l'obtention du subside destiné à la mise en place de formations sportives;

Article 2 :

de liquider au clubs sportifs, conformément à la convention précitée, les tranches du subside, dès réception des fonds provenant de la Région de Bruxelles-Capitale;

Article 3 :

d'engager ces dépenses à l'article 7641/332/02 du budget ordinaire 2014.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 36 votes positifs, 1 vote négatif.



---

**Subsidies aan de gemeenten voor de invoering van sportopleidingen -  
Ontwerpovereenkomsten voor sportclubs van categorie 6.**

DE RAAD,

Overwegende dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 20 juli 2006 beslist heeft, subsidies toe te kennen aan de gemeenten voor de invoering van sportopleidingen.

Overwegende dat deze subsidies aan de gemeenten zullen toegekend worden na de afsluiting van overeenkomsten hieromtrent tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de sportclubs en de gemeenten op het grondgebied waarvan de betrokken sportclubs gevestigd zijn;

Gelet op de beslissing van 17 oktober 2013 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de volgende sportclubs verbinden, betreffende de toekenning van de subsidie:

Evolution Academy (basket) 50.000 EUR ;

die in twee schijven uitbetaald worden, een eerste schijf van 80% bij de ondertekening van deze overeenkomst en het saldo, zodra de verantwoordingsstukken voorgelegd worden;

Overwegende dat de nodige kredieten om deze subsidies te betalen voorzien zullen zijn op de begroting van het dienstjaar 2014;

**BESLUIT :**

**Artikel 1:**

De ontwerpovereenkomsten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeente en de sportclub goed te keuren, om subsidie te verkrijgen die bestemd is voor de invoering van sportopleidingen;

**Artikel 2:**

Aan de sportclub, overeenkomstig voormelde overeenkomsten, de schijven van de subsidie uit te betalen, vanaf de ontvangst van de fondsen die van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest afkomstig zijn,

**Artikel 3:**

om de uitgaven toe te schrijven op het artikel 7641/332/02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2014.

Het onderhavig besluit zal worden overgemaakt aan de voorgdijoverheid, conform artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende de administratieve voorgdij over de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

37 stemmers : 36 positieve stemmen, 1 negatieve stem.

Abdellah Achaoui entre en séance / treedt in zitting

Pierre Vermeulen quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/26.02.2014/A/0010# **C.L.E.S. Gestion Administrative - CBSU Administratief Beheer**  
**Convention exercice 2013 relative à la subsidiation du projet**  
**d'encadrement des mesures judiciaires alternatives (SEMJA).**

LE CONSEIL,

Vu la Loi du 30 mars 1994 et l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes/villes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives ;

Vu la circulaire du 12 septembre 1996 relative au recrutement par les communes de personnel supplémentaire pour l'encadrement des mesures judiciaires alternatives ;

Vu le courrier du Service Public Fédéral Justice du 10/12/2013 relatif à la convention exercice 2013 et l'octroi d'une subvention de € 71.889,12 pour le projet de mesures judiciaires alternatives pour 2013;

DECIDE

Article unique :

D'approuver la convention 2013 relative au projet d'encadrement des mesures judiciaires alternatives octroyant à la commune de Molenbeek-Saint-Jean un subside de € 71.889,12 .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 37 votes positifs.

---

**Overeenkomst 2013 relatief aan de subsidies van het omkaderingsproject met betrekking tot alternatieve gerechtelijke maatregelen (SEMJA).**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 30 maart 1994 en het Koninklijk Besluit van 12 augustus 1994 dat de voorwaarden vastlegt waaronder de gemeenten / steden kunnen genieten van een financiële hulp voor de aanwerving van bijkomend civiel

personeel belast met de omkadering van alternatieve gerechtelijke maatregelen;  
Gelet op de ministeriële omzendbrief van 12 september 1996 relatief aan de  
aanwerving door de gemeenten van bijkomend personeel voor de omkadering  
van alternatieve gerechtelijke maatregelen;  
Gelet op het schrijven van de Federale Overheidsdienst Justitie van 10/12/2013  
waarbij het toekennen van een subsidie van € 71.889,12 voor het project van  
alternatieve gerechtelijke maatregelen 2013 bevestigd wordt;

## BESLUIT

Enig artikel :

De overeenkomst 2013, relatief aan het project van de alternatieve gerechtelijke  
maatregelen, waarbij aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek een bedrag van €  
71.889,12 toegekend wordt, goed te keuren en te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

---

#012/26.02.2014/A/0011# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En  
Wegenwerken**

**Modification du Règlement-taxe relatif à la taxe sur la carte ou vignette  
communale.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement  
des taxes communales ;

Vu le règlement-taxe relatif à la taxe sur la carte ou vignette communale de  
stationnement adopté par le Conseil Communal en sa séance du 21 mars 2013  
et modifié en sa séance du 17 décembre 2013 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet  
2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de  
dérogation ;

Considérant que l'arrêté précité prévoit une carte pour les automobilistes  
visiteurs au tarif de 3 € par jour ;

DECIDE

Article unique :

De modifier le règlement-taxe relatif à la taxe sur la carte ou vignette

communale de stationnement comme suit :

Article 3

Sous réserve des articles 2 et 4, la vignette ou carte de stationnement peut être obtenue pour 600 €/an ou 20 €/ semaine.

Est remplacé par :

Article 3

Sous réserve des articles 2 et 4, la vignette ou carte de stationnement peut être obtenue pour 600 €/an, 15 €/semaine ou 3 €/jour.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 23 votes positifs, 2 abstentions.

---

**Reglement betreffende de taksen op de gemeentelijke parkeerkaart of vignet - Wijziging.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen;

Gelet op zijn beraadslaging van 21 maart 2013 en aangepast in de zitting van 17 december 2013 die het reglement betreffende de taksen op de gemeentelijke parkeerkaart of vignet goedkeurt;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten;

Gezien dit besluit een kaart voorziet voor de bezoekende automobilisten aan het tarief van 3 € per dag ;

**BESLUIT**

Enig artikel :

Het reglement voor taksen op de gemeentelijke parkeerkaart of vignet als volgt te wijzigen:

Artikel 3:

Onder voorbehoud van artikels 2 en 4, kan het vignet of de parkeerkaart worden aangeschaft voor 600 €/per jaar of 20 €/ week.

Wordt vervangen door :

Artikel 3:

Onder voorbehoud van artikels 2 en 4, kan het vignet of de parkeerkaart worden aangeschaft voor 600 €/per jaar, 15 €/ week of 3 €/dag.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
25 stemmers : 23 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

---

#012/26.02.2014/A/0012# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En  
Wegenwerken**

**Transfert à la Région des avenues Joseph Baeck, Brigade Piron et de la  
Liberté, de la place de la Duchesse de Brabant.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 274 de la nouvelle Loi communale ;

Considérant que les avenues Joseph Baeck, Brigade Piron et de la Liberté, la  
place de la Duchesse de Brabant sont des voiries communales ;

Considérant que la STIB a chargé ses services techniques d'étudier la faisabilité  
d'un engazonnement de l'ensemble du site propre situé sur les avenues Joseph  
Baeck et Brigade Piron ;

Considérant que l'entretien des sites propres engazonnés existants est assuré  
par Bruxelles Mobilité (Direction gestion et entretien des voiries) et non par la  
STIB ;

Considérant que la Commune n'est pas en mesure d'assurer l'entretien des sites  
propres engazonnés ;

Considérant que la STIB conditionne dès lors l'engazonnement des avenues  
Brigades Piron et Baeck à leur transfert à la Région ;

Vu la délibération du Collège du 17.04.2013 décidant :

Article unique :

D'entamer les démarches nécessaires afin de procéder au transfert de propriété  
des avenues Brigade Piron et Joseph Baeck à la Région, ce, en vue de  
l'engazonnement du site propre tram qui y est aménagé.

Vu le courrier du 25/11/2013 dans lequel Bruxelles Mobilité informe le Collège  
de ce que la Ministre de la Mobilité est favorable à la demande de transfert des  
avenues Joseph Baeck et Brigade Piron et propose d'ajouter dans cette  
procédure de transfert d'autres voiries, notamment la place de la Duchesse de  
Brabant et l'avenue de la Liberté.

Vu le Plan communal de Mobilité (PCM 1), adopté par le Conseil communal le  
25 octobre 2007 ;

Vu le plan Iris II, adopté par le gouvernement régional le 9/9/2010 ;

Considérant que les avenues Joseph Baeck et Brigade Piron sont définies  
comme voies inter-quartiers dans le Plan communal de Mobilité et dans le Plan  
Iris II ;

Considérant que l'avenue de la Liberté est régionale sur le territoire de la  
Commune de Koekelberg ;

Considérant que la place de la Duchesse de Brabant est traversée par la  
chaussée de Ninove (régionale) et qu'il est souhaitable que l'ensemble de

l'espace soit géré par un gestionnaire unique ;  
Considérant que le transfert de voiries communales à la Région doit faire l'objet d'un arrêté du Gouvernement et que Bruxelles Mobilité souhaite, au préalable, l'avis du Conseil communal ;

DECIDE:

Article unique :

D'approuver le transfert de la Commune à la Région des voiries suivantes :

- avenue Brigade Piron ;
- avenue Joseph Baeck ;
- place de la Duchesse de Brabant ;
- avenue de la Liberté.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 36 votes positifs, 1 abstention.

---

**Overdracht naar het Gewest van de Joseph Baecklaan, de Brigade Pironlaan, de Vrijheidslaan, de Hertogin van Brabantplaats.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 274 van de nieuwe Gemeentewet ;

Overwegende dat de Joseph Baecklaan, de Brigade Pironlaan en de Vrijheidslaan, het Hertogin van Brabantplein gemeentelijke wegen zijn;

Overwegende dat de MIVB de opdracht heeft gegeven aan haar technische diensten om de haalbaarheid te bestuderen van het plaatsen van gras op de volledige eigen bedding op de Joseph Baecklaan en de Brigade Pironlaan;

Overwegende dat het onderhoud van eigen beddingen met gras verzorgd wordt door Mobiel Brussel (Directie Beheer en Onderhoud van de Wegen) en niet door de MIVB;

Overwegende dat de gemeente niet over de middelen beschikt om het onderhoud van eigen beddingen met gras te verzekeren;

Overwegende dat de MIVB daarom het plaatsen van gras op de Brigade Pironlaan en Joseph Baecklaan aan hun overdracht naar het Gewest verbindt;

Gelet op de beraadslaging van het College van 17.01.2013 beslissend:

Enig artikel :

De nodige maatregelen te treffen om de overdracht van eigendom van de Brigade Pironlaan en de Joseph Baecklaan aan het Gewest, en dit met het zicht op eigen beddingen met gras tram die er aangebracht is.

Gelet op het schrijven van 25/11/2013 waarin Mobiel Brussel het College informeert dat de Minister van Mobiliteit voorstander is voor de overdracht van de Joseph Baecklaan en de Brigade Pironlaan en voorstelt de overdracht van andere wegen, onder andere de Hertogin van Brabantplaats en de Vrijheidslaan in deze procedure toe te voegen;

Gelet op het gemeentelijk Mobiliteitsplan (GMP 1), goedgekeurd door de Gemeenteraad van 25 oktober 2007;

Gelet op het Iris II plan, goedgekeurd door gewestregering op 9/9/2010;

Overwegende dat de Joseph Baecklaan en de Brigade Pironlaan in het gemeentelijk Mobiliteitsplan en in het Iris II plan als interwijkwegen gedefinieerd worden;

Overwegende dat de Vrijheidslaan op het grondgebied van de gemeente Koekelberg gewestelijk is;

Overwegende dat de Hertogin van Brabantplaats door de Ninoofse Steenweg (gewestelijk) wordt gedwarst en het wenselijk is dat de gehele ruimte wordt beheerd door één enkele beheerder;

Overwegende dat de overdracht van gemeentelijke wegen naar het Gewest de opdracht moet uitmaken van een Regeringsbesluit en dat Mobiel Brussel, voorafgaand, het advies van de Gemeenteraad wenst;

**BESLUIT:**

Enig artikel :

De overdracht van de volgende wegen van de gemeente naar het Gewest goed te keuren:

- Brigade Pironlaan ;
- Joseph Baecklaan ;
- Hertogin van Brabantplaats ;
  
- Vrijheidslaan.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

37 stemmers : 36 positieve stemmen, 1 onthouding.

---

#012/26.02.2014/A/0013# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**Nouvelle Loi communale article 234 alinéa 3 – Marchés publics -**

**Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234 alinéa 3 ;  
Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relative à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26, §1, 1° ,a) de la loi du 15/06/2006.

Est informé des décisions du Collège suivantes :

**Séance du 19/02/2014 - Projets Subsidiés - Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » Ré-engagement de la dépense.**

Procédure de marché public de service en vue d'engager un bureau d'étude pour l'élaboration du contrat de quartier durable Petite Senne - Dépense estimée à € 82.644,63 EUR HTVA, soit 100.000 EUR TVAC - dépense couverte par un subside Contrat de Quartier Durable et le solde par des fonds d'emprunt - engagement de la dépense de 102.849 TVAC euros à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 - Recours à la procédure négociée sans publicité en application de l'article 26, § 1, 1°, a) de la Loi du 15 juin 2006 & de l'article 105 §1er, 2° de l'A.R. du 15 juillet 2011

**Séance du 12/02/2014 : Projets Subsidiés: Politique des Grandes Villes – Logement Solidaire Sénior – Angle Rue Van Malder – Rue de la Campine à 1080 Molenbeek-Saint-Jean – mission d'auteur de projet pour la construction d'un immeuble de logements « Habitat solidaire pour séniors » – Ré-engagement de la dépense.**

Marché de services par procédure négociée sans publicité – estimation de la dépense de 84.958,68,00 € HTVA – Projet « Habitat solidaire pour séniors » - désignation d'un architecte-auteur de projet - Articles budgétaire 9304/731-60 - budget extraordinaire de l'exercice 2014- dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre de PGM et le solde par des fonds d'emprunt;

ET DECIDE

Article unique :

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 37 votes positifs.

---

**Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 – Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.**

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 alinea 3 ;  
Gezien de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen



waarbij opdrachten gegund worden door een onderhandelingsprocedure volgens artikel 26, §1, 1° ,a) van de wet van 15/06/2006;

Wordt geïnformeerd over de volgende beslissingen van het College:

**Zitting van 19/02/2014: Gesubsidieerde Projecten – Duurzaam wijkcontract « Kleine Zenne » herinschrijving van de uitgave.**

Procedure van overheidsopdracht voor diensten met het oog op het aanstellen van een studiebureau voor de uitwerking van het duurzaam wijkcontract Kleine Zenne / uitgave geraamd op € 82.644,63 BTW excl, ofwel 100.000 EUR BTW incl / uitgave gedekt door een subsidie Duurzaam Wijkcontract en het saldo door leningsgelden / inschrijving van een uitgave van € 102.849 op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van 2014 / onderhandelingsprocedure zonder publiciteit volgens artikel 26, §1, 1° ,a) van de wet van 15/06/2006 en artikel 105, §1, 2° van het KB van 15 juli 2011;

**Zitting 12/02/2014 : Gesubsidieerde projecten: Grootstedenbeleid – Solidaire Seniorenwoning – Hoek Vanmalderstraat – Kempenstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – opdracht voor een projectontwerper voor het optrekken van een woninggebouw « Solidaire Seniorenwoningen » – Herinschrijving van de uitgave**

Dienstenopdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – raming van de uitgave 84.958,68 EUR btw excl - in te schrijven uitgave 102,849 € BTW inbegrepen. – Project « Solidaire seniorenwoningen » - aanduiding van een architect-projectontwerper - Begrotingsartikel 9304/731-60 – buitengewone begroting van dienstjaar 2014- uitgave gedekt door de in het kader van het Grootstedenbeleid goedgekeurde subsidies en het saldo door leningsgelden;

EN BESLUIT

Enig artikel :

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

---

#012/26.02.2014/A/0014# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**Contrat de quartier Cinéma Belle-Vue - Projet BELIRIS – Opération 4.4  
Place communale et rues du Prado et Comte de Flandre – Protocole /  
avenant n°1**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique du 07 octobre 1993 de la revitalisation des quartiers, telle que modifiée par l'Ordonnance du 20 juillet 2000, et ses arrêtés d'exécution ;

Vu que l'Accord de Coopération du 15.09.1993 et ses Avenants, dénommés BELIRIS, conclus entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale, prévoient plusieurs initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 05 février 2009 d'octroyer à la Commune un nouveau contrat de quartier ;

Vu la modification de programme approuvée par décision ministérielle du 23 décembre 2011 dans laquelle sont reprises comme prioritaires les opérations suivantes avec un cofinancement de l'Accord de Coopération dénommé Beliris à hauteur de 2.750.000 EUR :

- « opération 1.1 - construction de logements à l'angle de la chaussée de Gand et de la rue Comte de Flandre »
- et « opération 4.4 - le réaménagement de la Place communale et des rues du Prado et du Comte de Flandre »

Vu la délibération du Conseil Communal du 5 juillet 2012 portant décision entre autres :

- De prendre connaissance du projet de protocole et d'approuver les termes de celui-ci tel que proposé par l'Etat Fédéral, projet rubriqué « 4.1.40.1 Réaménagement de la Place communale et des rues du Prado et du Comte de Flandre à Molenbeek – Saint – Jean dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Belle-Vue » ;
- D'approuver le principe d'un marché conjoint et de charger l'Etat fédéral via son administration « Service Public Fédéral Mobilité et Transports » de la passation et du contrôle des marchés au nom de la commune ;
- D'approuver la dépense à charge de la commune estimée à 453.517 EUR TVAC ;
- D'imputer un montant de 544.000,00 EUR à l'art. 9304/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012 et de le couvrir par les subsides octroyés dans le cadre des subventions Politique des Grandes Villes et le solde par des fonds d'emprunt ;

Considérant que ledit protocole d'accord, en son article 6, ne prévoit pas le paiement de postes directement par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean à la suite de leur exécution, mais bien le solde nécessaire au financement de l'initiative ;

Considérant la demande de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, formalisée par courrier daté du 15/01/2014, de pouvoir financer directement les postes relatifs au mobilier urbain afin de bénéficier d'un subside « Politique des Grandes Villes » ;

Considérant que cette demande n'est pas de nature à nuire aux intérêts ni de l'Etat fédéral ni de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'elle permettra à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean de

financer une partie du marché via un subside, réduisant de la sorte sa prise en charge sur fonds propres, sachant que le montant de l'adjudication dépasse le montant disponible de l'Etat fédéral ;

Considérant dès lors qu'il convient de modifier l'article 6 du protocole d'accord afin de permettre le mécanisme de financement décrit ci-avant ;

Vu le projet d'avenant n° 1 proposé par l'Etat Fédéral rubriqué « 4.1.40.1 Réaménagement de la Place communale et des rues du Prado et du Comte de Flandre à Molenbeek – Saint – Jean dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Belle-View » ;

Considérant que cet avenant définit notamment les modifications apportées et l'entrée en vigueur de l'avenant ;

Vu l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 ;

Considérant que le montant relatif au mobilier urbain subventionnable via la Politique des Grandes Villes, dans le cadre de l'avenant à l'avenant « Ville Durable 2011 » pour l'année 2012, est de 153.324,68 euros HTVA, soit de 185.522,86 euros TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 9304/731/60/12 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 ;

DECIDE

Article unique :

De prendre connaissance du projet d'avenant n°1 et d'approuver les termes de celui-ci tel que proposé par l'Etat Fédéral, projet rubriqué « 4.1.40.1 Réaménagement de la Place communale et des rues du Prado et du Comte de Flandre à Molenbeek – Saint – Jean dans le cadre du contrat de quartier Cinéma Belle-View » ;

Expédition de la présente délibération sera transmise aux parties concernées et aux autorités de Tutelle (APL & BDU).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 37 votes positifs.

---

**Wijkcontract Cinema Belle-View - BELIRISproject - Ingrep 4.4  
Gemeenteplaats, Prado- en Graaf van Vlaanderenstraat – Protocol /  
bijakte n°1**

DE RAAD,

Gezien de Ordonnantie van 07 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 20 juli 2000, en haar uitvoeringsbesluiten;

Gezien het samenwerkingsakkoord van 15.09.1993 en zijn Aanhangsels, BELIRIS genoemd, dat werd afgesloten tussen de Federale staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, verscheidene initiatieven voorzien die bestemd zijn om de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel te bevorderen;

Gezien de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 05 februari 2009 om aan de Gemeente een nieuw wijkcontract toe te kennen;

Gezien de programmawijziging die via de ministeriële beslissing van 23 december 2011 is goedgekeurd en waarin de volgende ingrepen werden opgenomen als prioritair met een cofinanciering van het Beliris-samenwerkingsakkoord ten bedrage van 2.750.000 EUR :

- « ingreep 1.1 – bouw van woningen op de hoek van de steenweg op Gent en de Graaf van Vlaanderenstraat »
- en « ingreep 4.4 – herinrichting van de Gemeenteplaats, de Prado- en Graaf van Vlaanderenstraat »

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 5 juli 2012 houdende goedkeuring onder andere:

- Kennis te nemen van het protocolontwerp en de bepalingen ervan goed te keuren zoals voorgesteld door de Federale staat, project onder de rubriek « 4.1.40.1 Herinrichting van de Gemeenteplaats, de Prado- en Graaf van Vlaanderenstraat te Sint-Jans-Molenbeek in het kader van Wijkcontract Cinema Belle-View »;
- Het principe van een samengevoegde opdracht goed te keuren en de Federale staat via zijn administratie « Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer » te belasten met de gunning en de contrôle van de opdrachten in naam van de gemeente;
- De uitgave ten laste van de gemeente die geraamd is op 453.517 EUR BTW inbegrepen goed te keuren;
- Een bedrag van 544.000 EUR in te schrijven op artikel 9304/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2012 en het te dekken door de in het kader van de toelagen van het Grootstedenbeleid toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

Overwegende dat artikel 6 van dit protocolakkoord niet voorziet in de rechtstreekse betaling van posten door de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek na hun uitvoering, maar wel in de betaling van het saldo dat noodzakelijk is om het initiatief te financieren;

Gelet op de formele vraag van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek in haar brief van 15/01/2014 om de posten met betrekking tot het stadsmeubilair rechtstreeks te kunnen financieren om een subsidie 'Grootstedenbeleid' te kunnen genieten; Overwegende dat die vraag de belangen van de Federale Staat en van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet schaadt;

Overwegende dat ze de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek toelaat om een deel van de opdracht via een subsidie te financieren, waardoor de Gemeente minder eigen middelen moet aanwenden, wetende dat het bedrag van de aanbesteding het bedrag dat de Federale Staat ter beschikking stelt, overschrijdt;

Overwegende dat het derhalve wenselijk is om artikel 6 van het protocolakkoord aan te passen om het hiervoor beschreven financieringsmechanisme mogelijk te maken;

Gezien de door de Federale Staat voorgestelde bijakte n°1 betreffende het project onder rubriek « 4.1.40.1 Herinrichting van de Gemeentplaats, de Prado- en Graaf van Vlaanderenstraat te Sint-Jans-Molenbeek in het kader van Wijkcontract Cinema Belle-Vue »;

Overwegende dat deze bijakte meerbepaald de aangebrachte wijzigingen en de inwerkingtreding van de bijakte vastlegt;

Gezien artikel 19 van de wet van 24 december 1993;

Overwegende dat het bedrag met betrekking tot stadsmeubilair dat kan worden gesubsidieerd via het Grootstedenbeleid, in het kader van het Aanhangsel aan het Aanhangsel 'Duurzame Stad 2011' voor het jaar 2012, 185.522,86 euro BTW inbegrepen bedraagt;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op artikel 9304/731/60/2012 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2013;

## BESLUIT

Enig artikel :

Kennis te nemen van de voorgestelde bijakte n°1 en de bepalingen ervan goed te keuren zoals voorgesteld door de Federale staat betreffende het project onder rubriek « 4.1.40.1 Herinrichting van de Gemeentplaats, de Prado- en Graaf van Vlaanderenstraat te Sint-Jans-Molenbeek in het kader van Wijkcontract Cinema Belle-Vue »,

Verzending van onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de betrokken partijen en aan de Toezichthoudende overheden (BPB & BSO).

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

---

#012/26.02.2014/A/0015# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**Contrat de quartier Cinéma Belle-Vue - Volet 2 - Vente d'un bâtiment et d'un terrain sis à 1080 Bruxelles, rue de la Perle 3 en vue de la construction de logements.**

## LE CONSEIL,

Revu la décision du Conseil du 20/11/13 approuvant notamment les termes du cahier spécial des charges relatif à la vente d'un bâtiment et d'un terrain sis à 1080 Bruxelles, rue de la perle 3 dans le cadre du volet 2 du Contrat de quartier « Cinéma Belle-Vue » et approuvant la vente du bâtiment et du terrain par procédure de vente de gré à gré avec mesures de publicité pour un montant minimum de € 175.750,00 ;

Considérant que les clauses administratives du Cahier des charges ont été modifiées dans un objectif de clarification et de simplification des procédures ;  
Vu l'arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale en date du 10 décembre 2009 approuvant le programme de base du contrat de quartier Cinéma Belle-Vue ;

Considérant que le volet 2 dudit programme prévoit l'acquisition d'un immeuble situé à 1080 Bruxelles, rue de la Perle 3 (cadastré 2<sup>ième</sup> division, section B, n° 139E) afin d'y mener soit une opération de démolition-reconstruction soit une rénovation en vue de la création de 15 logements ;

Considérant que l'article 4, 2° de l'Ordonnance du 7/10/1993 organique de la revitalisation des quartiers définit les opérations sous volet 2 comme "toute acquisition de biens immeubles, bâtis ou non, ou toute prise de droit d'emphytéose sur de tels biens, en vue, le cas échéant, de les assainir en tant que terrain à bâtir et de les mettre à disposition d'investisseurs privés ou publics afin de les affecter exclusivement à l'habitat" ;

Vu la délibération du Conseil communal du 30/06/2011 portant décision, entre autres, d'approuver l'acquisition par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean du bien sis à 1080 Bruxelles, rue de la perle 3 pour un montant de € 638.000,00 ;  
Considérant que le prix de la vente doit correspondre au minimum au quart du prix de l'estimation du Receveur de l'Enregistrement sans pouvoir être inférieur aux coûts de viabilisation des terrains par les travaux d'installation des réseaux d'électricité, de gaz, d'égout et de canalisation d'eau (article 4, §2,3° de l'arrêté du 3 février 1994 portant exécution de l'ordonnance organique de la revitalisation des quartiers) ;

Considérant que le coût de viabilisation du bâtiment est estimé à € 65.000,00 (montant arrondi) ;

Considérant que vu ces montants, le prix minimum de mise en vente du bien sis à 1080 Bruxelles, rue de la Perle 3 sera de € 175.750,00 ;

Considérant que le mode de vente sera la vente de gré à gré avec mesures de publicité selon les conditions et critères tels que définis dans le cahier spécial des charges annexé à la présente délibération ;

Considérant que la recette sera inscrite à l'article 9301/761-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014;

Vu le cahier spécial des charges rédigé par la division des projets subsidiés ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1:

De prendre connaissance et d'approuver les termes du cahier spécial des charges relatif à la vente d'un bâtiment et d'un terrain sis à 1080 Bruxelles, rue de la perle 3 dans le cadre du volet 2 du Contrat de quartier « Cinéma Belle-Vue » ;

Article 2:

D'approuver la vente du bâtiment et du terrain par procédure de vente de gré à gré avec mesures de publicité pour un montant minimum de € 175.750,00 ;

Article 3:

De prévoir la recette à l'article 9301/761-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 ;

Expédition in extenso du dossier sera faite au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (Tutelle générale) ainsi qu'aux autorités subsidiantes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 37 votes positifs.

---

**Wijkcontract Cinema Belle-Vue – Luik 2 - Verkoop van een gebouw en een terrein gelegen te 1080 Brussel, Parelstraat 3 met het oog op het bouwen van woningen.**

DE RAAD,

Gezien de beslissing van de Raad van 20/11/13 die o.a. de bepalingen van het bestek betreffende de verkoop van een gebouw en een terrein, gelegen te 1080 Molenbeek, Parelstraat 3, in het kader van het Luik 2 van het Wijkcontract « Cinema Belle-Vue » goedkeurt en de verkoop ervan via de procedure van onderhandse verkoop met bekendmaking voor een minimumbedrag van 175.750,00 € goedkeurt ;

Overwegende dat de administratieve bepalingen van het bestek gewijzigd werden teneinde de procedure te verduidelijken en te vereenvoudigen ;

Gezien het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 10 december 2009 waarmee de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het programma van het wijkcontract “Cinema Belle-Vue” goedkeurt;

Overwegende dat het luik 2 van bovenvermeld programma voorziet in de aankoop van een gebouw gelegen te 1080 Brussel, Parelstraat 3 (gekadastraerd in de 2de afdeling, sectie B, nr 139E) voor ofwel een operatie van afbraak-verbouwing ofwel een renovatie met het oog op het bouwen van 15 woningen;

Overwegende dat artikel 4, 2° van de Ordonnantie van 7/10/1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken, de ingrepen uit luik 2

definieert als "het verwerven van al dan niet bebouwde onroerende goederen,

of het in erfpacht nemen van dergelijke goederen om ze, in voorkomend geval, bouwrijp te maken en ze ter beschikking te stellen van overheids- of privé-investeerders, om ze uitsluitend voor huisvesting te bestemmen";

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad d.d. 30/06/2011 instemmend, onder andere, met de aankoop door de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek van een goed gelegen te 1080 Brussel, Parelstraat 3 voor een bedrag van € 638.000,00;

Overwegende dat de verkoopprijs moet overeenkomen met minstens een vierde van de prijs van de raming van de Gewestelijke ontvanger, zonder lager te kunnen zijn dan de kosten voor het bouwrijp maken van de terreinen door installatiewerken van leidingen voor elektriciteit, gas, riolen en water (artikel 4, §2, 3° van het besluit van 3 februari 1994 houdende uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de revitalisering van de wijken);

Overwegende dat de kosten voor het bouwrijp maken van het gebouw zijn geraamd op 65.000,00 € (afgerond bedrag);

Overwegende dat gelet op deze bedragen, de minimumprijs voor het te koop stellen van het goed gelegen te 1080 Brussel, Parelstraat 3 175.750,00 € bedraagt;

Overwegende dat de wijze van verkoop de onderhandse verkoop met bekendmaking zal zijn, volgens de voorwaarden en criteria zoals omschreven in het bijzonder bestek in bijlage bij deze beraadslaging;

Overwegende dat de opbrengst zal ingeschreven worden op artikel 9301/761-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014;

Gezien het bijzonder bestek, opgesteld door de afdeling gesubsidieerde projecten;

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

## B E S L U I T :

### Artikel 1 :

Kennis te nemen van de bepalingen van het bestek betreffende de verkoop van een gebouw en een terrein gelegen te 1080 Brussel, Parelstraat 3 in het kader van luik 2 van wijkcontract "Cinema Belle-Vue" en deze goed te keuren;

### Artikel 2 :

De verkoop van het gebouw en het terrein via de procedure van onderhandse verkoop met bekendmaking voor een minimumbedrag van 175.750,00 € goed te keuren;

### Artikel 3 :

De opbrengst te voorzien op artikel 9301/761-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014;

Het dossier zal in extenso worden overgemaakt aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Algemene voogdij) alsook aan de subsidiërende instanties.



De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

---

#012/26.02.2014/A/0016# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**Contrat de Quartier Cinéma-Belle-Vue- « Friche Petite Senne » située rue Vandermaelen 6-18 et rue Sainte-Marie 21-31 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Opérations 1.6 et 5a1 – construction de logements et d’une crèche - Appel à projets « Bâtiments Exemplaires 2013 » - Approbation de la convention Bâtiment Exemplaire 2013.**

LE CONSEIL,

Vu l’ordonnance organique du 07 octobre 1993 de la revitalisation des quartiers, telle que modifiée par l’Ordonnance du 20 juillet 2000 et leurs arrêts d’application;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 05 février 2009 d’octroyer à la Commune un nouveau contrat de quartier;

Vu la modification de programme du Contrat de quartier Cinéma-Belle-Vue approuvée par le Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 14 septembre 2011;

Vu le dossier de base modifié dans lequel sont reprises comme prioritaires les opérations 1.6 et 5a.1 : Friche Petite Senne Crèche et logements;

Vu l’appel à projets « Bâtiments exemplaires 2013 » lancé par l’Institut Bruxellois pour la Gestion de l’Environnement (IBGE);

Vu le dossier de candidature «Friche Petite Senne (crèche/logements) - Bâtiments Exemplaires 2013» rédigé par la Division des Projets subsidiés;

Vu la délibération du Collège échevinal du 24 avril 2013 approuvant le dossier de candidature ;

Vu la notification d’engagement pour une subvention de 65.340,00 euros reprise dans le courrier de Bruxelles Environnement du 16 janvier 2014;

Considérant que le projet de convention a été relu par la Division des Projets Subsidiés;

DECIDE :

Article 1

De prendre connaissance de la convention « maître d’ouvrage » relative à la réalisation du projet « Petite Senne - Bâtiments Exemplaires 2013» conclue entre la Région de Bruxelles-capitale et la commune de Molenbeek-Saint-Jean

pour un montant de 65.340,00 euros

Article 2

D'approuver les termes de la convention;

Article 3

De communiquer ce document aux autorités régionales dans les plus brefs délais.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative dans les communes de la Région de Bruxelles-capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 37 votes positifs.

---

**Wijkcontract Cinema-Belle-vue - « Zinnekeerterrein » gelegen in de Vandermaelenstraat 6-18 en de Sint-Mariastraat 21-31 te Sint-Jans-Molenbeek - Ingrep 1.6 en 5a1 – bouw van woningen en een kinderdagverblijf – Projectoproep « Voorbeeldgebouwen 2013 » - Goedkeuring van de overeenkomst Voorbeeldgebouw 2013.**

DE RAAD,

Gezien de organieke ordonnantie van 07 oktober 1993 houdende de herwaardering van de wijken, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 20 juli 2000 en hun toepassingsbesluiten ;

Gezien de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 05 februari 2009 om aan de Gemeente een nieuw wijkcontract toe te kennen;

Gezien de goedkeuring van de programmawijziging van Wijkcontract Cinema – Belle-Vue door het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 14 september 2011 ;

Gezien het gewijzigde basisdossier waarin ingrep 1.6 en 5a.1 « Zinnekeerterrein Kinderdagverblijf en woningen » als prioritair wordt vermeld ;

Gezien de door het Brussels Instituut voor Milieubeheer (BIM) gedane projectoproep « Voorbeeldgebouwen 2013 »;

Gezien het door de afdeling Gesubsidieerde Projecten opgestelde kandidatuur-dossier « Zinnekeerterrein (kinderdagverblijf/woningen) - Voorbeeldgebouwen 2013 » ;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 april 2013 ;

Gezien de betekening van de verbintenis voor een subsidiëring van 65.340,00

EUR vermeld in de brief van Leefmilieu Brussel van 16 januari 2014 ;  
Overwegende dat de ontwerpovereenkomst is nagelezen door de afdeling  
Gesubsidieerde Projecten;

BESLIST:

Artikel 1

Om kennis te nemen van de overeenkomst « Bouwheerschap » met betrekking tot de uitvoering van het project « Zinneke - Voorbeeldgebouwen 2013» voor een bedrag van 65.340,00 euro die is afgesloten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Artikel 2

De bepalingen van de overeenkomst goed te keuren;

Artikel 3

Dit document zo spoedig mogelijk over te maken aan de gewestoverheden.

Deze beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

---

#012/26.02.2014/A/0017# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**Contrat de Quartier Cinéma-Belle-Vue- « Friche Petite Senne » située rue Vandermaelen 6-18 et rue Sainte-Marie 21-31 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean – Opération 1.3 et 1.4 construction de logements et construction de bureaux communaux et d’un parking en sous-sol - Appel à projets « Bâtiments Exemplaires 2013 » - Approbation de la convention Bâtiment Exemplaire 2013.**

LE CONSEIL,

Vu l’ordonnance organique du 07 octobre 1993 de la revitalisation des quartiers, telle que modifiée par l’Ordonnance du 20 juillet 2000 et leurs arrêts d’application ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du

05 février 2009 d'octroyer à la Commune un nouveau contrat de quartier ;  
Vu la modification de programme du Contrat de quartier Cinéma-Belle-Vue approuvée par le Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 14 septembre 2011 ;  
Vu le dossier de base modifié dans lequel sont reprises comme prioritaires les opérations 1.3 « Friche Petite Senne – logements », 4.2 « Friche Petite Senne – Allée verte » et 1.4 « Rue Sainte-Marie 35 – logements » ;  
Considérant que la commune a également décidé de construire sur ces mêmes parcelles de nouveaux bureaux à destination notamment du service de la population et de l'état civil mais aussi un parking en sous-sol ;  
Vu l'appel à projets « Bâtiments exemplaires 2013 » lancé par l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement (IBGE);  
Vu le dossier de candidature «Friche Petite Senne (Bureaux/logements) - Bâtiments Exemplaires 2013» rédigé par la Division des Projets subsidiés ;  
Vu la délibération du Collège échevinal du 24 avril 2013 approuvant le dossier de candidature ;  
Vu la notification d'engagement pour une subvention de 219.829.50 euros reprise dans le courrier de Bruxelles Environnement du 17 janvier 2014 ;  
Considérant que le projet de convention a été relu par la Division des Projets Subsidiés;

DECIDE :

Article 1

De prendre connaissance de la convention « maître d'ouvrage » relative à la réalisation du projet « Petite Senne II - Bâtiments Exemplaires 2013» conclue entre la Région de Bruxelles-capitale et la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour un montant de 219.829.50 euros

Article 2

D'approuver les termes de la convention

Article 3

De communiquer ce document aux autorités régionales dans les plus brefs délais.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative dans les communes de la Région de Bruxelles-capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 37 votes positifs.

---

**Wijkcontract Cinema-Belle-vue - « Zinnekeerterrein » gelegen in de Vandermaelenstraat 6-18 en de Sint-Mariastraat 21-31 te Sint-Jans-Molenbeek - Ingrep 1.3 en 1.4 bouw van woningen en bouw van gemeentelijke kantoren en een ondergrondse parking – Projectoproep «**

## Voorbeeldgebouwen 2013 » - Goedkeuring van de overeenkomst Voorbeeldgebouw 2013.

DE RAAD,

Gezien de organieke ordonnantie van 07 oktober 1993 houdende de herwaardering van de wijken, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 20 juli 2000 en hun toepassingsbesluiten ;

Gezien de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 05 februari 2009 om aan de Gemeente een nieuw wijkcontract toe te kennen;

Gezien de goedkeuring van de programmawijziging van Wijkcontract Cinema – Belle-Vue door het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 14 september 2011 ;

Gezien het gewijzigde basisdossier waarin ingreep 1.3 « Zinnekeerterrein - woningen », 4.2 « Zinnekeerterrein – groene dreef » en 1.4 « Sint-Mariastraat 35 - woningen » als prioritair wordt vermeld ;

Overwegende dat de gemeente ook beslist heeft om op deze zelfde percelen nieuwe kantoren te bouwen die meerbepaald bestemd zijn voor de dienst bevolking en de burgerlijke stand maar ook voor een ondergrondse parking ;

Gezien de door het Brussels Instituut voor Milieubeheer (BIM) gedane projectoproep « Voorbeeldgebouwen 2013 »;

Gezien het door de afdeling Gesubsidieerde Projecten opgestelde kandidatuur-dossier « Zinnekeerterrein (Kantoren/woningen) - Voorbeeldgebouwen 2013 » ;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 april 2013 ;

Gezien de betekening van de verbintenis voor een subsidiëring van 219.829,50 EUR vermeld in de brief van Leefmilieu Brussel van 17 januari 2014 ;

Overwegende dat de ontwerpovereenkomst is nagelezen door de afdeling Gesubsidieerde Projecten;

**BESLIST :**

Artikel 1

Om kennis te nemen van de overeenkomst « Bouwheerschap » met betrekking tot de uitvoering van het project « Zinneke II - Voorbeeldgebouwen 2013 » voor een bedrag van 219.829.50 euro die is afgesloten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek.

Artikel 2

De bepalingen van de overeenkomst goed te keuren.

Artikel 3

Dit document zo spoedig mogelijk over te maken aan de gewestoverheden.

Deze beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

---

#012/26.02.2014/A/0018# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**Contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » - Opération 1.1, 1.2, 1.3, 1.4 : Construction d'un immeuble mixte comprenant du logement, un équipement sportif, une structure pour l'accueil de la petite enfance et un parking, quai des Charbonnages n°86 et 86A, 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Marché de services d'architecte - Auteur de projet – Nouvelle estimation - Réengagement de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 17 décembre 2013 décidant :

- D'approuver les termes de l'avis de marché pour la mission d'architecte - auteur de projet pour l'opération 1.1, 1.2, 1.3, 1.4 : construction d'un immeuble mixte comprenant du logement, un équipement sportif, une structure pour l'accueil de la petite enfance et un parking ;
- D'approuver la dépense pour les honoraires estimée à 707.344,26 € hors tva, soit 855.886,55 € tva comprise ;
- D'imputer un montant de € 941.475,00 à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours, de couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier durable Autour de Léopold II et le solde par des fonds d'emprunt ;
- De recourir à la procédure négociée avec publicité européenne.

Considérant que ce marché n'a pas pu être attribué avant le 31 décembre 2013 et qu'il faut par conséquent réengager la dépense sur le budget 2014 ;

Considérant que suite aux modifications du programme de base le coût de l'opération a été réadapté et qu'il faut dès lors approuver une nouvelle estimation du marché;

Considérant que le montant estimé, après les modifications, pour ce marché s'élève à 1.239.127,14 € tva comprise ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget extraordinaire de l'exercice en cours (sous réserve de l'approbation du budget communal par le conseil communal et par les autorités de tutelle), article 9301/731/60, et sera financé par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier durable Autour de Léopold II et le solde par des fonds d'emprunt ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE

Article 1 :

D'approuver la nouvelle estimation de la mission d'architecte-auteur de projet pour l'opération 1.1, 1.2, 1.3, 1.4 : construction d'un immeuble mixte comprenant du logement, un équipement sportif, une structure pour l'accueil de la petite enfance et un parking pour un montant estimé à 1.239.127,14 € tva comprise ;

Article 2 :

D'engager un montant de 1.420.000 € à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours sous réserve de l'approbation du budget communal par le conseil communal et par les autorités de tutelle et de couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier durable Autour de Léopold II et le solde par des fonds d'emprunt ;

La présente délibération sera transmise in extenso à la tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 37 votes positifs.

---

**Duurzaam wijkcontract « Rond Leopold II » - Ingrep 1.1, 1.2, 1.3, 1.4 :  
Bouw van een gemengd gebouw met woningen, een sportuitrusting, een  
structuur voor kinderopvang en een parking, Koolmijnenkaai nr.86 en  
86A, 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Architectuuropdracht -  
Projectontwerper – nieuwe raming en aanpassing van de uitgave.**

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28 augustus 2013 houdende beslissing :

- De bepalingen goed te keuren van de aankondiging van de opdracht voor een architect – projectontwerper voor ingrep 1.1, 1.2, 1.3, 1.4 : bouw van een gemengd gebouw met woningen, een sportuitrusting, een structuur voor kinderopvang en een parking
- De uitgave voor de honoraria die geraamd is op 707.344,26 EUR btw excl., hetzij 855.886,55 EUR btw incl., goed te keuren ;
- Een bedrag van 941.475,00 EUR aan te rekenen op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar, de uitgave te dekken door de in het kader van het duurzaam wijkcontract Rond Leopold II toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden ;
- Over te gaan tot de onderhandelingsprocedure met Europese bekendmaking. Overwegende dat deze opdracht niet kon worden gegund voor 31 december 2013 en dat de uitgave bijgevolg opnieuw moet worden aangerekend op het

budget van 2014;

Overwegende dat door de wijziging van het basisprogramma de kost van de ingreep werd herzien en dat het bijgevolg nodig is een nieuwe raming van de opdracht goed te keuren;

Overwegende dat het geraamde bedrag, na de wijzigingen, voor deze opdracht 1.239.127,14 euro BTW inbegrepen bedraagt;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt zal ingeschreven zijn op de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar (onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting door de Gemeenteraad en de Toezichthoudende overheden), op artikel 9301/731/60 en dat de uitgave gefinancierd zal worden door de in het kader van het duurzaam wijkcontract Rond Leopold II toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

## BESLUIT

### Artikel 1 :

De nieuwe schatting van de missie architect-projectontwerper voor ingreep 1.1, 1.2, 1.3, 1.4 : bouw van een gemengd gebouw met woningen, een sportuitrusting, een structuur voor kinderopvang en een parking goed te keuren voor een bedrag geraamd op 1.239.127,14 eur btw inbegrepen ;

### Artikel 2 :

Een bedrag van 1.420.000 euro aan te rekenen op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting door de Gemeenteraad en door de Toezichthoudende overheden en deze uitgave te dekken door de toegekende subsidies in het kader van het duurzaam wijkcontract Rond Leopold II en het saldo door leningsgelden ;

Deze beraadslaging moet in extenso worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

---

#012/26.02.2014/A/0019# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**Contrat de quartier Autour de Léopold II – Projet TOOLBOX / BELIRIS  
- Approbation du protocole**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 janvier



2010 de la revitalisation urbaine et son arrêté d'exécution;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2012 ;

Vu le courrier du Gouvernement à la date du 21 décembre 2012 notifiant à la commune son approbation du programme de base du contrat de quartier « Autour de Léopold II »;

Considérant que le programme approuvé par le Gouvernement régional en date du 13/12/2012 prévoit l'opération 1.7 / SA4 "réaménagement rue de l'avenir" ;

Considérant que l'Accord de Coopération du 15.09.1993 et ses Avenants, dénommés BELIRIS, conclus entre l'Etat fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale, prévoient plusieurs initiatives destinées à promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles ;

Vu l'avenant n°11 audit Accord de Coopération et plus particulièrement les points 1.32 « Mise en œuvre d'Iris II » et 1.33 – « Points noirs de sécurité routière» qui prévoient un budget total de, respectivement, 2.750.000 eur TVAC et 2.900.000 € TVAC ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale souhaite mettre en œuvre ces deux initiatives conjointement, par le biais de marchés stock communs ; qu'il est donc indiqué de régler les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre de ces initiatives au moyen d'un seul et même protocole ;

Vu le protocole d'accord relatif aux initiatives 1.32 et 1.33 fixées dans le cadre dudit accord de coopération entre le Service Public Fédéral Mobilité et Transports et la Région de Bruxelles-Capitale (représentée par le Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité, de la Fonction publique, de l'Egalité des Chances et de la Simplification administrative B. DE LILLE et la Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Travaux publics et des Transports, de l'Informatique et du Port de Bruxelles B. GROUWELS);

Considérant que lesdits projets exemplaires de la mise en œuvre de la « Toolbox » sont à réaliser en coopération et en collaboration avec les citoyens et les pouvoirs communaux ;

Considérant que le projet « Réaménagement rue de l'Avenir » à Molenbeek a été retenu comme un des projets exemplaires à réaliser dans le cadre de la mise en œuvre de la « Toolbox » et qu'il dispose d'un budget plafonné à 350.000 euros htva et révisions comprises;

Considérant la nécessité de définir les droits et obligations des parties dans le cadre de ces initiatives au moyen d'un protocole pour chaque projet exemplaire réalisé et de ce fait la nécessité d'un protocole d'accord entre la Région de Bruxelles Capitale (Bruxelles Mobilité) et la commune de Molenbeek-Saint-Jean sur le projet spécifique "réaménagement rue de l'avenir";

Considérant que ce protocole prévoit la mise en place d'un comité d'accompagnement chargé du suivi du montage et de l'exécution du projet « Réaménagement rue de l'Avenir » ;

Considérant que ce protocole détermine les modalités générales de financement du projet « Réaménagement rue de l'Avenir »;

Vu le projet de protocole proposé par la Région de Bruxelles Capitale rubriqué

« Protocole d'accord - Initiative 1.32 - Mise en oeuvre du plan Iris II - exécution d'étude et de travaux dans le cadre du projet Toolbox - Projet "réaménagement rue de l'Avenir à Molenbeek » ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale

DECIDE:

Article 1 :

De prendre connaissance du projet de protocole et d'approuver les termes de celui-ci tel que proposé par la Région de Bruxelles Capitale, projet rubriqué « Protocole d'accord - Initiative 1.32 - Mise en oeuvre du plan Iris II - exécution d'étude et de travaux dans le cadre du projet Toolbox - Projet "réaménagement rue de l'Avenir à Molenbeek»

Article 2 :

De charger la Division des Projets Subsidiés du suivi et de l'exécution de ce protocole en collaboration avec la Division des Travaux Publics, le Service Mobilité, le Service des Plantations et le Service propreté publique

Copie de la présente délibération sera transmise aux parties concernées et aux autorités de Tutelle (APL & AATL).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 37 votes positifs.

---

**Wijkcontract Rond Leopold II - TOOLBOX / BELIRIS project –  
goedkeuring van het protocol**

DE RAAD,

Gezien de Ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken en haar uitvoeringsbesluiten;

Gezien de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 13 december 2012 ;

Gezien de brief van de regering van 21 december 2012 die aan de gemeente haar goedkeuring van het basisprogramma van het « Duurzaam Wijkcontract Rondom Leopold II » bekendmaakt.

Overwegende dat het programma dat op 13/12/2012 door de Gewestregering werd goedgekeurd, voorziet in "de herinrichting van de Toekomststraat";

Overwegende dat het Samenwerkingsakkoord van 15.091993 en zijn Aanhangsels, BELIRIS genaamd, dat is afgesloten tussen de Federale staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, verscheidene initiatieven voorziet die gericht zijn op de bevordering van de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel;

Gezien aanhangsel nr.11 bij het genoemde Samenwerkingsakkoord en meer in het bijzonder punt 1.32 « Uitvoering van Iris II » en 1.33 – « Zwarte punten van de wegveiligheid » die een totaal budget voorzien van respectievelijk 2.750.000 EUR btw incl. en 2.900.000 EUR btw incl. ;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest deze twee initiatieven gezamenlijk wenst uit te voeren door middel van gemeenschappelijke opdrachten via bestelbon; dat het dus aangewezen is om de rechten en plichten van elk van de partijen in het kader van deze initiatieven te regelen door middel van één enkel en hetzelfde protocol;

Gezine het protocolakkoord met betrekking tot de initiatieven 1.32 en 1.33 in het kader van het vermedle samenwerkingsakkoord tussen de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (vertegenwoordigd door de Staatssecretaris bij het Brussels Hoofdstedelijk gewest, bevoegd voor Mobiliteit, Openbaar ambt, Gelijke kansen en Administratieve vereenvoudiging B. DE LILLE en de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd voor Openbare werken en Vervoer, Informatica en de haven van Brussel B. GROUWELS) ;

Overwegende dat de genoemde voorbeeldprojecten van de uitvoering van de « Toolbox » moeten worden gerealiseerd in samenwerking met en medewerking van de burgers en de gemeentelijke overheden ;

Overwegende dat het project « Herinrichting van de Toekomststraat » te Molenbeek weerhouden is als één van de te realiseren voorbeeldprojecten in het kader van de uitvoering van de « Toolbox » en dat het over een geplafonneerd budget van 350.000 EUR btw excl. en herzieningen inbegrepen beschikt ;

Gezien de noodzaak om in het kader van deze initiatieven door middel van een protocol de rechten en plichten van de partijen vast te leggen voor elk voorbeeldproject dat gerealiseerd is en vandaar ook de noodzaak van een protocolakkoord tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Brussel Mobiliteit) en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek betreffende het specifieke project « Herinrichting van de Toekomststraat »;

Overwegende dat dit protocol voorziet in de totstandbrenging van een begeleidingscomité belast met de opvolging van het opzetten en uitvoeren van het project « Herinrichting van de Toekomststraat »;

Overwegende dat dit protocol de algemene modaliteiten bepaalt van de financiering voor het project « Herinrichting van de Toekomststraat »;

Gezien het protocolontwerp voorgesteld door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest onder rubriek

« Protocolakkoord - Initiatief 1.32 – Uitvoering van het Irisplan II – uitvoering van de studie en werken in het kader van het Toolboxproject – Project Project « Herinrichting van de Toekomststraat te Molenbeek »;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet

**BESLIST:**

Artikel 1 :

Kennis te nemen van het protocol en er de bepalingen van goed te keuren zoals voorgesteld door door het Brusselse Gewest, project onder de rubriek « Protocolakkoord - Initiatief 1.32 – Uitvoering van het Irisplan II – uitvoering van de studie en werken in het kader van het Toolboxproject – Project Projet « Herinrichting van de Toekomststraat te Molenbeek »;

Artikel 2 :

De afdeling van de Gesubsidieerde Projecten te belasten met de opvolging en de uitwerking van dit akkoord in samenwerking met de afdeling Openbare Werken, de dienst Mobiliteit, de dienst Beplantingen en de dienst Reinigheid ;

Kopie van onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de betrokken partijen en aan de Toezichthoudende overheden (BPB & BROH).

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

---

#012/26.02.2014/A/0020# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**Contrat de quartier Ecluse - Saint-Lazare - Volet 2 - Vente d'un bâtiment sis à 1080 Bruxelles, chaussée de Ninove 122, en vue d'une rénovation et d'une reconversion en logements**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 3 février 1994 portant exécution de l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 18 décembre 2008 approuvant le programme du contrat de quartier Ecluse – Saint-Lazare ;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 novembre 2012 arrêtant le cahier spécial de la vente de l'immeuble sis chaussée de Ninove, 122 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevins du 6 novembre 2013 de vendre au candidat 3, à savoir Mr et Mme Beeckman-Vanheukelom, Mmes Gulinck, Roosen et Van Bockstal ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevins du 29 janvier 2014 procédant au retrait de la décision du 6 novembre 2013 susvisée au motif de l'irrégularité ratione temporis de l'offre des candidats acquéreurs retenus ;

Vu les articles 117, alinéa 1er et 232 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant que la commune a acquis, pour un montant de 348.000 €,

l'immeuble sis chaussée de Ninove 122 en vue de la réalisation d'une opération

dite de « volet 2 » au sens de l'article 4, 2°, de l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers, à savoir « toute acquisition de biens immeubles, bâtis ou non, ou toute prise de droit d'emphytéose sur de tels biens, en vue, le cas échéant, de les assainir en tant que terrain à bâtir et de les mettre à disposition d'investisseurs privés ou publics afin de les affecter exclusivement à l'habitat » ;

Qu'elle a initié une procédure de sélection de l'acquéreur qui a donné lieu à une décision du Collège de retenir l'offre d'un candidat dont il s'est avéré ultérieurement qu'elle avait été déposée hors délai ;

Que le Collège des Bourgmestre et échevins a procédé au retrait de la délibération approuvant l'analyse des offres et procédant au choix de l'acquéreur ;

Que ni le Collège, ni le Conseil communal ne sont liés par l'appréciation des offres qui a été faite par l'administration, la décision d'approuver ce rapport ayant été retirée ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communal de décider d'une nouvelle procédure de sélection et d'adopter à cette fin un nouveau cahier spécial régissant la vente, de manière à mieux garantir le respect des conditions imposées par la réglementation relative aux « contrats de quartiers » mais également à garantir que les offres concernent des projets conformes aux prescriptions urbanistiques de manière à assurer la meilleure concordance entre les offres et les projets qui seront réalisés ;

Considérant par ailleurs que, conformément à l'article 4, § 2, 3°, de l'arrêté du 3 février 1994 précité, le prix de la vente ne peut être inférieur au quart de l'estimation du Receveur de l'Enregistrement ni au coût de viabilisation ;

Que le Receveur a estimé le bien à 348.000 € ;

Que le quart de l'estimation du receveur de l'enregistrement après viabilisation du terrain ne constitue pas un montant suffisant pour la revente de ce bien car le programme de base du contrat de quartier prévoit une revente de ce bien à 30% du prix d'acquisition de ce bien; qu'il est décidé d'imposer un prix minimum de mise en vente du bien de € 110.000 ;

Considérant que le mode de vente sera la vente de gré à gré avec mesures de publicité selon les conditions et critères définis dans le cahier spécial des charges annexé à la présente délibération ;

Considérant que la recette sera inscrite à l'article 9301/761-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 ;

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'adopter le cahier spécial des charges relatif à la vente du bâtiment sis à 1080 Bruxelles, chaussée de Ninove 122 dans le cadre du volet 2 du Contrat de quartier « Ecluse – Saint-Lazare » annexé à la présente délibération ;

**Article 2 :**

De mettre en vente cet immeuble, selon la procédure de gré à gré avec mesures

de publicité aux conditions et critères fixés par le cahier spécial des charges, et de fixer le prix minimum à € 110.000,00.

Article 3 :

D'engager la recette à l'article 9301/761-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 ;

Expédition in extenso du dossier sera faite au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (Tutelle générale) ainsi qu'aux autorités subsidiaires.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 37 votes positifs.

---

**Wijkcontract Sluis - Sint-Lazarus - Luik 2 - Verkoop van een gebouw gelegen te 1080 Brussel, Ninoofsesteenweg 122, met het oog op het renoveren en verbouwen in woningen**

DE RAAD,

Gezien de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 februari 1994 tot uitvoering van de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2008 dat het programma van het wijkcontract "Sluis – Sint-Lazarus" goedkeurt;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 22 november 2012 houdende beslissing om het bijzonder bestek voor de verkoop van het gebouw gelegen aan de Ninoofsesteenweg 122 goed te keuren;

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 november 2013 om te verkopen aan kandidaat 3, zijnde Dhr en Mevr Beeckman - Vanheukelom, Mevr Gulinck, Mevr Roosen en Mevr Van Bockstal;

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 januari 2014 houdende beslissing om de bovengenoemde beraadslaging van 6 november 2013 in te trekken o.w.v. de onregelmatigheid ratione temporis van de offerte van de weerhouden kandidaat-kopers;

Gelet op de artikelen 117, alinea 1 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de Gemeente het gebouw gelegen aan de Ninoofsesteenweg 122 gekocht heeft voor een bedrag van € 348.000,00, met het oog op de verwezenlijking van een zogenaamde operatie 'luik 2' in de zin van artikel 4, 2° van de Ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken, zijnde 'het verwerven van al dan niet bebouwde

onroerende goederen, of het in erfpacht nemen van dergelijke goederen om ze, in voorkomend geval, bouwrijp te maken en ze ter beschikking te stellen van overheids- of privé-investeerders, om ze uitsluitend voor huisvesting te bestemmen’;

Overwegende dat ze een procedure voor het selecteren van een koper is gestart die geleid heeft tot een beslissing van het College om de offerte van een kandidaat te weerhouden waarvan later is gebleken dat ze buiten de termijn werd ingediend;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen is overgegaan tot het terugtrekken van de beraadslaging houdende beslissing om de analyse van de offertes en de keuze van de koper goed te keuren;

Overwegende dat noch het College, noch de Gemeenteraad gebonden zijn door de beoordeling van de offertes die werd gedaan door de administratie, de beslissing houdende goedkeuring van dit rapport ingetrokken zijnde ;

Overwegende dat het aan de Gemeenteraad toekomt om te beslissen over een nieuwe selectieprocedure en om een nieuw bijzonder bestek aan te nemen dat de verkoop op zo een manier regelt om zo goed mogelijk de naleving te garanderen van de voorwaarden opgelegd door de reglementering betreffende de ‘wijkcontracten’, maar ook om te garanderen dat de offertes projecten betreffen die conform zijn aan de stedenbouwkundige voorschriften, opdat de best mogelijke overeenkomst tussen de offertes en de uit te voeren projecten verzekerd is ;

Overwegende dat, in overeenstemming met het artikel 4, §2, 3°, van het bovengenoemd besluit van 3 februari 1994, de verkoopprijs niet lager mag zijn dan een vierde van de raming van de Ontvanger van de Registratie, noch dan de kosten voor het bouwrijp maken ;

Gezien de Ontvanger het goed geschat heeft op € 348.000,00 ;

Overwegende dat een vierde van de schatting van de Ontvanger van de Registratie na het bouwrijp maken van het terrein niet volstaat als verkoopprijs daar het basisprogramma van het wijkcontract een verkoop van het goed voorziet aan 30% van de aankooprijs van het goed; dat beslist wordt om een minimumprijs van €110.000,00 op te leggen voor de verkoop van het goed ;

Overwegende dat de wijze van verkoop de onderhandse verkoop met bekendmaking zal zijn, volgens de voorwaarden en criteria zoals omschreven in het bijzonder bestek in bijlage bij deze beraadslaging;

Overwegende dat de opbrengst zal ingeschreven worden op het artikel 9301/761-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014;

## B E S L U I T :

Artikel 1 :

Het bijzonder bestek betreffende de verkoop van een gebouw, gelegen te 1080 Brussel, Ninoofsesteenweg 122 in het kader van luik 2 van wijkcontract “Sluis – Sint-Lazarus”, bijgevoegd bij deze beraadslaging, goed te keuren;

Artikel 2 :

Dit gebouw te koop te stellen via de procedure van onderhandse verkoop met bekendmaking volgens de voorwaarden en criteria zoals omschreven in het bijzonder bestek, en het minimumbedrag vast te leggen op € 110.000,00 ;  
Artikel 3 :

De opbrengst te voorzien op artikel 9301/761-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2014;

Het dossier zal in extenso worden overgemaakt aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Algemene voorgedij) alsook aan de subsidiërende instanties.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

---

#012/26.02.2014/A/0021# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**Contrat de Quartier Rives Ouest - Programme Politique des Grandes Villes – Opération B7/ Rénovation d’un bâtiment industriel en un centre de compétences - Rue Joseph Schols - Chaussée de Gand 393 – Travaux – Réengagement de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 28 août 2013 décidant :

- D’approuver et de faire sien le dossier d’exécution comprenant le cahier spécial des charges, plans, métrés établis par l’architecte ainsi que l’avis de marché en vue de la rénovation d’un bâtiment industriel en un centre de compétences sis rue Joseph Schols - Chaussée de Gand 393, 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;
  - D’approuver la dépense estimée à 1.486.796,55 € HTVA (1.799.023,83 € TVAC) pour la tranche 1, 330.069,35 € HTVA (399.383,92 € TVAC) pour la tranche 2 et 235.363,23 € HTVA (284.789,51 € TVAC) pour la tranche 3 ;
  - De réserver un montant de 2.979.835 €, dont :
    - 1.799.025 € à l’article 9304/731/60 du budget extraordinaire de l’exercice 2013 sous réserve de l’approbation des modifications budgétaires n°1 par le Conseil communal ainsi que par les autorités de tutelle et de couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre de la « Politique des Grandes Villes » et le solde par des fonds d’emprunt ;
    - 1.180.810 € à l’article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l’exercice 2013 et de couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre de la « Politique des Grandes Villes », par divers subsides et le solde par des fonds d’emprunt ;
  - De recourir à la procédure de l’adjudication ouverte ;
- Considérant que ce marché n’a pas pu être attribué avant le 31 décembre 2013



et qu'il faut par conséquent réengager la dépense sur le budget 2014 ;  
Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget  
extraordinaire de l'exercice en cours (sous réserve de l'approbation du budget  
communal par le conseil communal et les autorités de tutelle), articles  
9304/731/60 et 9301/731/60, et sera financé par les subsides octroyés dans le  
cadre du contrat de quartier Rives-Ouest et dans le cadre de la Politique des  
Grandes Villes et le solde par fonds d'emprunt ;  
Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article unique:

D'engager un montant de 2.979.835 €, dont :

- 1.799.025 € à l'article 9304/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice  
2014 sous réserve de l'approbation du budget communal par le conseil  
communal et les autorités de tutelle et de couvrir la dépense par les subsides  
octroyés dans le cadre de la « Politique des Grandes Villes » et le solde par des  
fonds d'emprunt ;

- 1.180.810 € à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice  
2014 sous réserve de l'approbation du budget communal par le conseil  
communal et les autorités de tutelle et de couvrir la dépense par les subsides  
octroyés dans le cadre de la « Politique des Grandes Villes », par divers  
subsides et le solde par des fonds d'emprunt ;

Copie de la présente délibération sera transmise au(x) service(s) suivant(s) : B4.  
B6 ainsi qu'aux autorités subsidiantes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

37 votants : 37 votes positifs.

---

**Wijkcontract West Oevers – Programma Grootstedenbeleid – Ingrep B7/  
Renovatie van een industrieel gebouw in een centrum voor vaardigheden -  
Joseph Scholsstraat – Steenweg op Gent 393 – Werken – Herinschrijving  
van de uitgave.**

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28 augustus 2013 houdende  
beslissing :

- Het uitvoeringsdossier dat het bestek, de plannen, de opmetingsstaten die zijn  
opgesteld door de architect, alsook de aankondiging van de opdracht bevat, met  
het oog op de renovatie van een industrieel gebouw in een centrum voor de  
ontwikkeling van vaardigheden in de Joseph Scholsstraat – steenweg op Gent  
393, 1080 Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren en zich eigen te maken ;

- de uitgave voor de werken die geraamd kan worden op 1.486.796,55 EUR btw niet inbegrepen (1.799.023,83 EUR btw inbegrepen) voor gedeelte 1, 330.069,35 EUR btw niet inbegrepen (399.383,92 EUR btw inbegrepen) voor gedeelte 2 en 235.363,23 EUR btw niet inbegrepen (284.789,51 EUR btw inbegrepen) voor gedeelte 3, goed te keuren ;

- Een bedrag van 2.979.835 EUR voor te behouden, waarvan:

- 1.799.025 EUR op artikel 9304/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2013 onder voorbehoud van de goedkeuring van de eerste wijzigingen van de gemeentelijke begroting door de Gemeenteraad et door de Toezichthoudende overheid en die uitgave te dekken door subsidies in het kader van het Grootstedenbeleid en het saldo door leningsgelden;
- 1.180.810 EUR op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2013 en de uitgave te dekken door subsidies in het kader van het Grootstedenbeleid, door verschillende subsidies en het saldo door leningsgelden;

- Over te gaan tot de procedure van de open aanbesteding ;

Overwegende dat deze opdracht niet kon worden gegund voor 31 december 2013 en dat de uitgave bijgevolg opnieuw moet worden aangerekend op het budget van 2014;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt zal ingeschreven zijn op de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar (onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting door de Gemeenteraad en de Toezichthoudende overheid), artikelen 9304/731/60 en 9301/731/60, en gefinancierd zal worden door de toelagen van het Wijkcontract West Oevers en van het Grootstedenbeleid en het saldo door leningsgelden;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

**BESLUIT :**

Enig artikel:

Een bedrag van 2.979.835 EUR voor te behouden, waarvan:

- 1.799.025 EUR op artikel 9304/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2014 onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting door de Gemeenteraad en de Toezichthoudende overheid en de uitgave te dekken door subsidies in het kader van het "Grootstedenbeleid" en het saldo door leningsgelden;
- 1.180.810 EUR op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2014 onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting door de Gemeenteraad en de Toezichthoudende overheid en de uitgave te dekken door subsidies in het kader van het Grootstedenbeleid, door verschillende subsidies en het saldo door leningsgelden;

Kopie van deze beraadslaging wordt overgemaakt aan de volgende diensten :

B4, B6 alsook aan de subsidiërende overheden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

Michaël Vossaert entre en séance / treedt in zitting

---

#012/26.02.2014/A/0022# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

**Projets Subsidiés – « Subvention aux Collaborations Intercommunales » - Appel à projets 2014 « Bruxelles, capitale des projets d'échanges européens »-Approbation de la convention et engagement de la dépense**

LE CONSEIL,

Considérant que la Région de Bruxelles-capitale souhaite inciter les communes à mettre en œuvre des collaborations intercommunales dans le cadre de leurs missions;

Vu l'appel à projets de collaborations intercommunales du 06 juin 2013 lancé par le Ministère de la Région de Bruxelles Capitale – Administration des Pouvoirs Locaux;

Considérant que les Communes de Schaerbeek, Anderlecht, Ixelles, Woluwe-Saint-Lambert et Forest souhaitent mutualiser les expériences en matière de projets européens dans le cadre d'une collaboration intercommunale et d'un projet de groupe de travail « Bruxelles, capitale des projets d'échanges européens » entré dans le cadre de l'appel à projets 2014;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean a été sollicitée pour son expertise en matière de gestion des subsides pour coordonner le groupe de travail « Bruxelles, capitale des projets d'échanges européens »;

Considérant que l'association sans but lucratif Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-capitale (AVCB) s'est proposée d'assister Molenbeek-Saint-Jean dans le développement du projet;

Considérant que l'AVCB s'est engagée à mobiliser les ressources humaines nécessaires au lancement et au développement du projet;

Considérant que la Région octroie une subvention aux communes à concurrence de 80 % des dépenses effectuées avec un maximum de 80.000,00 euros pour la mise en œuvre d'un projet dont la dépense est imputée au budget communal;

Vu la délibération du collège échevinal du 10 juillet 2013 approuvant la demande de subvention pour le projet « Bruxelles, capitale des projets d'échanges européens »;

Considérant que le projet a été sélectionné par la Région de Bruxelles-capitale;  
Vu la délibération du Conseil communal du 17/12/2013 approuvant le projet et

l'octroi de subside ;

Vu la notification d'engagement pour une subvention de 60.000 euros reprise dans le courrier de l'Administration des Pouvoirs Locaux – Direction des Initiatives spécifiques du 19/12/2013;

Considérant que le projet de convention a été relu par la Division des Projets Subsidiés;

Considérant que l'AVCB a estimé les frais de personnel pour 1ETP A1 entre 60.826 € TTC et 64.518 € TTC;

DECIDE:

Article 1

De prendre connaissance de la convention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'AVCB relative au « Bruxelles, capitale des projets d'échanges européens »;

Article 2

D'approuver les termes de la convention;

Article 3

De transférer à l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-capitale une partie de la subvention, soit un montant de 50.000,00 euros

Article 4

D'engager la somme de 50.000 euros à l'article de transfert 9301/332-02 sur son budget ordinaire de 2014;

Article 5

De liquider cette somme à raison:

De 5.000 euros chaque mois entre mars et novembre 2014 inclus pour le dernier jour du mois en question (1er versement: 31/03/2014 – dernier versement 30/11/2014), soit un total de 45.000 euros

Du solde de 5.000 euros après réception des pièces justificatives pour les frais détaillés à l'article 3, vérification de celles-ci par la commune de Molenbeek-Saint-Jean et validation de celles-ci par le pouvoir subsidiant (Région de Bruxelles-Capitale);

De transmettre cette décision à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 37 votes positifs, 1 abstention.

---

**Gesubsidieerde projecten – « Subsidie voor de Intercommunale**

**Samenwerkingen » - Projectoproep 2014 « Brussel, hoofdstad van Europese uitwisselingsprojecten »- Goedkeuring van de overeenkomst en inschrijving van de uitgave**

DE RAAD,

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de gemeenten ertoe wil aanzetten om intercommunale samenwerkingsverbanden tot stand te brengen in het kader van hun opdrachten;

Gezien de projectoproep voor intercommunale samenwerking van 06 juni 2013 opgestart door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Bestuur Plaatselijke Besturen ;

Overwegende dat de Gemeenten Schaarbeek, Anderlecht, Elsene, Sint-Lambrechts-Woluwe en Vorst de ervaringen wederzijds willen delen op het vlak van Europese projecten in het kader van een intercommunale samenwerking en van een project voor een werkgroep « Brussel, hoofdstad van Europese uitwisselingsprojecten » dat is ingediend in het kader van de projectoproep 2014 ;

Overwegende dat de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor haar expertise op het vlak van beheer van subsidies is gevraagd om de werkgroep « Brussel, hoofdstad van Europese uitwisselingsprojecten » te coördineren;

Overwegende dat de vereniging zonder winstoogmerk Vereniging van de Stad en Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (VSGB) zichzelf heeft voorgesteld om Sint-Jans-Molenbeek bij te staan in de ontwikkeling van het project;

Overwegende dat de VSGB zich ertoe heeft verbonden om de nodige human resources bijeen te brengen bij de opstart en de ontwikkeling van het project;

Overwegende dat het Gewest een subsidie toekent aan de gemeenten ten belope van 80% van de verrichte uitgaven met een maximum van 80.000,00 EUR voor de uitvoering van een project waarvan de uitgave is ingeschreven op de gemeentelijke begroting ;

Gezien de beraadslaging van het Schepencollege van 10 juli 2013 houdende goedkeuring van de subsidieaanvraag voor het project « Brussel, hoofdstad van Europese uitwisselingsprojecten »;

Overwegende dat het project geselecteerd is door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 17/12/2013 houdende goedkeuring van het project en het toekennen van de subsidiëring;

Gezien de betekening van de verbintenis voor een subsidie van 60.000 EUR vermeld in de brief van het Bestuur Plaatselijke besturen – Directie Specifieke Initiatieven van 19/12/2013;

Overwegende dat de ontwerpovereenkomst is nagelezen door de afdeling Gesubsidieerde projecten;

Overwegende dat de VSGB de personeelskosten heeft geraamd voor 1VTB

A1 tussen 60.826 EUR alles incl. en 64.518 EUR alles incl.;

BESLIST:

Artikel 1

Kennis te nemen van de overeenkomst tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de VSGB betreffende « Brussel, hoofdstad van Europese uitwisselingsprojecten »;

Artikel 2

De bepalingen van de overeenkomst goed te keuren;

Artikel 3

Een deel van de subsidie over te maken aan de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, namelijk een bedrag van 50.000,00 EUR

Artikel 4

Het bedrag van 50.000 EUR op het transfertartikel 9301/332-02 in te schrijven op zijn gewone begroting van 2014;

Artikel 5

Dit bedrag te betalen à rato:

van 5.000 EUR iedere maand tussen maart en november 2014 inbegrepen voor de laatste dag van de maand in kwestie (1er storting : 31/03/2014 – laatste storting 30/11/2014), hetzij een totaal van 45.000 EUR

van het saldo van 5.000 EUR na ontvangst van de rechtvaardigende stukken voor de in artikel 3 gedetailleerde kosten, controle hiervan door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en validering ervan door de subsidiërende overheid (Brussels Hoofdstedelijk Gewest);

Deze beslissing overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest over te maken aan de toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 37 positieve stemmen, 1 onthouding.

---

#012/26.02.2014/A/0023# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En  
Wegenwerken**

**Règlement Communal sur l'usage du sabot.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, l'article 54bis, inséré par la loi du 20 juillet 2005 ;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;

Vu l'arrêté royal du 5 juin 2013 modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de circulation routière et de l'usage de la voie publique ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que la politique de stationnement a pour objectif de dynamiser les zones commerciales de la commune, de diminuer la pression automobile et d'assurer un meilleur accès au profit des habitants ;

Considérant qu'en vue d'augmenter les possibilités de stationnement, il est nécessaire notamment de faciliter le contrôle de la limitation de la durée de stationnement imposée aux endroits prescrits par les règlements de police ;

Considérant les problèmes rencontrés par la commune en cas de récidive en matière de non-respect des règles de stationnement, notamment pour des véhicules qui ne sont pas immatriculés en Belgique, vu que la récupération des taxes et redevances dues pour stationnement par les conducteurs de ces véhicules est aléatoire et partant non dissuasive ; qu'à cet égard, il est justifié et par conséquent non-discriminatoire de prévoir à l'égard de ces redevables un régime dérogatoire ;

Considérant qu'il est opportun de recourir au placement du sabot pour immobiliser les véhicules immatriculés à l'étranger dans les cas de non-respect récurrent des règles de de stationnement prévus par l'arrêté royal du 5 juin 2013 ;

## DECIDE

### Article 1 :

Le sabot destiné à immobiliser le véhicule pourra être utilisé dans les cas de non-respect suivants, à condition que le véhicule visé ait été concerné par l'un de ces cas dans les six mois précédant le dernier constat de non-respect :

- 1.1. Non-respect de l'obligation d'apposer le disque de stationnement dans une zone de stationnement en durée limitée (zone bleue) prévue par les articles 27.1.1, 27.1.2, et 27.1.4 du Code de la route;
- 1.2. Non-respect de l'obligation d'apposer le disque de stationnement en dehors d'une zone de stationnement à durée limitée mais se trouvant néanmoins en un endroit pourvu d'un signal E5, E7 ou E9a à E9g complété par un panneau additionnel sur lequel est reproduit un disque de stationnement, prévue par l'article 27.2 du Code de la route;

- 1.3. Non-respect de l'obligation de stationnement payant prévue à l'article 27.3 du Code de la route;
- 1.4. Non-respect du stationnement réservé aux titulaires d'une carte de stationnement appropriée prévu à l'article 27ter du Code de la route ;
- 1.5. Non-respect du stationnement contrôlé par un système électronique qui remplace la carte communale de stationnement prévu par l'article 27quater du Code de la route.

Article 2 :

Le titulaire du numéro de la plaque d'immatriculation du véhicule à l'origine des cas de non-respect des règles de stationnement repris à l'article 1 est redevable d'un montant de 175 € inhérent aux frais de placement et d'enlèvement du sabot ;

Le sabot ne sera ôté du véhicule que lorsque son conducteur, après avoir décliné son identité et son adresse, aura payé le montant de toutes les taxes dues à la Commune pour stationnement et le montant de 175 € inhérent aux frais de placement et d'enlèvement du sabot ;

Article 3 :

Les taxes dues pour stationnement ainsi que les frais inhérents au sabot sont payables à la commune.

Article 4 :

En cas de contestation, les juridictions de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles seront compétentes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 36 votes positifs, 2 abstentions.

---

### **Gemeentereglement betreffende het gebruik van de wielklem.**

DE RAAD,

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, artikel 54bis ingevoegd bij de wet van 20 juli 2005;

Gezien het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gezien het koninklijk besluit van 5 juni 2013 tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gezien de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat het parkeerbeleid tot doel heeft de handelszones van de gemeente dynamischer te maken, de druk van het autoverkeer te verminderen en een betere toegankelijkheid ten behoeve van de bewoners te verzekeren;



Overwegende dat het om de parkeermogelijkheden te verbeteren noodzakelijk is het toezicht te vergemakkelijken op de beperking van de parkeerduur op de bij de politieverordeningen voorgeschreven plaatsen;

Overwegende dat de gemeenten met problemen kampen bij het herhaaldelijk niet-respecteren van de parkeerregels, inzonderheid voor voertuigen die niet in België ingeschreven zijn, aangezien de invordering van de belastingen en de retributies wegens fout parkeren door de bestuurders van deze voertuigen willekeurig is en dus niet ontradend werkt; dat het in dat opzicht gerechtvaardigd en dus niet-discriminerend is ten aanzien van deze betalingsplichtigen in een afwijkend stelsel te voorzien;

Overwegende het gepast zou zijn om over te gaan op de plaatsing van een wielklem om voertuigen die in het buitenland geregistreerd zijn en in geval van herhaaldelijk niet-respecteren van de parkeerregels voorzien in het koninklijk besluit van 5 juni 2013, te immobiliseren;

## BESLUIT

### Artikel 1

De wielklem, bestemd om het voertuig te immobiliseren, kan gebruikt worden bij het niet-respecteren van volgende zaken, op voorwaarde dat het voertuig in kwestie, betrokken was bij één van deze overtredingen in de zes maanden voorafgaand aan de vaststelling van de laatste overtreding:

- 1.1. Niet-naleving van de verplichte plaatsing van de parkeerschijf in een zone met beperkte parkeerduur (blauwe zone) voorzien bij art. 27.1.1, 27.1.2, en 27.1.4 van de Wegcode;
- 1.2. Niet-naleving van de verplichte plaatsing van de parkeerschijf buiten een zone met beperkte parkeerduur, maar evenwel op een plaats met verkeersbord E5, E7 of E9a tot E9g aangevuld met een onderbord waarop een parkeerschijf staat, zoals voorzien bij art. 27.2 van de Wegcode;
- 1.3. Niet-naleving van het verplicht betaald parkeren voorzien bij art. 27.3 van de Wegcode;
- 1.4. Niet-naleving van het parkeren voorbehouden voor houders van een parkeerkaart voorzien bij art. 27ter van de Wegcode;
- 1.5. Niet-Naleving van het parkeren gecontroleerd door een elektronisch systeem ter vervanging van de gemeentelijke parkeerkaart voorzien bij art. 27quater van de Wegcode.

### Artikel 2

De houder van de nummerplaat van het voertuig waarmee het niet-respecteren op het parkeerreglement genoemd in artikel 1 begaan werd, is een bedrag van 175 euro verschuldigd voor de plaatsing en de verwijdering van de wielklem; De wielklem wordt slechts verwijderd wanneer de bestuurder zijn identiteit en adres aangetoond heeft en alle belastingen betaald heeft die verschuldigd zijn

aan de gemeente wegens fout parkeren en ook het bedrag van 175 euro voor de plaatsing en de verwijdering van de wielklem.

Artikel 3

De belastingen verschuldigd wegens parkeren in zones met beheerd parkeren en de kosten van de wielklem moeten betaald worden aan de gemeente

Artikel 4

In geval van betwisting zijn de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement van Brussel bevoegd.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 36 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

---

#012/26.02.2014/A/0024# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**

**Cellule Logement - Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 décembre 2013 octroyant à la commune de Molenbeek-Saint-Jean un subside pour assurer les frais de fonctionnement de son Observatoire local du Logement pour l'année 2013**

LE CONSEIL,

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 décembre 2013 par lequel une subvention de 25.000,00 EUR était octroyée à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour assurer les frais de fonctionnement de son Observatoire local du Logement;

Vu la convention complémentaire de l'arrêté précité transmise par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et précisant les modalités de mise à disposition et de contrôle de la subvention;

Considérant que les missions d'Observatoire local du Logement sont assurées au sein de l'administration communale par la Cellule Logement;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

**D E C I D E :**

Article 1 :

De solliciter le subside d'un montant de 25.000,00 EUR octroyé par le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale afin d'assurer les frais de fonctionnement de son Observatoire local du Logement pour l'année 2013;

Article 2 :

D'approuver la convention complémentaire de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 décembre 2013 précisant les modalités de

mise à disposition et de contrôle de la subvention et de procéder à sa signature;

Article 3 :

De transmettre au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale toutes les pièces justificatives concernant l'utilisation de ce subsidie.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Huisvestingscel - Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering d.d. 19 december 2013 tot toekenning van een toelage aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek om de werkingskosten van haar plaatselijk Observatorium voor de Huisvesting voor het jaar 2013 te dekken**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering d.d. 19 december 2013 tot toekenning van een toelage van 25.000,00 EUR aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek om de werkingskosten van haar plaatselijk Observatorium voor de Huisvesting voor het jaar 2013 te dekken ;  
Gelet op de aanvullende overeenkomst van het voornoemde besluit door de Brusselse Hoofdstedelijke Ministerie overgebracht die de modaliteiten van de terbeschikkingstelling en controle van de subsidie verduidelijkt;  
Gelet op de opdrachten van plaatselijk Observatorium in het Gemeentebestuur door de Huisvetingscel vervuld zijn;  
Gelet op de artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;  
Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

**B E S L U I T :**

Artikel 1 :

De subsidie van 25.000 EUR door de regering van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering toegekend te verzoeken om de kosten van de werkingskosten van haar plaatselijk Observatorium voor de Huisvesting voor het jaar 2013 te dekken;

Artikel 2 :

De aanvullende overeenkomst van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 december 2013 goedkeuren die de modaliteiten van de terbeschikkingstelling en controle van de subsidie en handelen aan haar aantekening verduidelijkt;

Artikel 3 :

Aan de Brusselse Hoofdstedelijke Ministerie al de bewijsstukken betreffend deze subsidie over te brengen.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/26.02.2014/A/0025# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**

**Espace Saint-Rémy rue Pierre-Victor Jacobs, 17-19 (Rez-de-Chaussée) – Occupation des locaux par l'ASBL JES**

LE CONSEIL,

Considérant que dans le cadre du Programme de la Politique des Grandes Villes, une infrastructure sportive a été construite rue Pierre-Victor Jacobs, 17-19 ;

Considérant que le bien comprend également un logement de fonction pour un concierge et des locaux destinés à l'usage d'associations ;

Considérant que l'ASBL JES désire occuper les locaux situés au rez-de-chaussée du bâtiment (salle de sport, la réserve; un local et 2 bureaux)

Considérant que l'ASBL JES est active en matière de cohésion sociale avec les jeunes dans le quartier Maritime et de promotion du tourisme urbain récréatif ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure une convention d'occupation entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'ASBL JES pour une durée limitée de 2 ans ;

Considérant que cette convention prévoit la gratuité de l'occupation et que les compteurs d'eau, d'électricité et de gaz seront repris au nom de l'ASBL JES ;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 12 février 2014 ;

DECIDE:

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation, pour une durée limitée de 2 ans par l'ASBL JES des locaux situés au rez-de-chaussée (salle de sport, la réserve, un local, et 2 bureaux ) dans le bâtiment communal se trouvant rue Pierre Victor-Jacobs, 17-19 ;

Article 2 :

D'approuver la gratuité de l'occupation et la reprise au nom de l'ASBL JES des compteurs d'eau, d'électricité et de gaz.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Sint-Remiruinte - Pierre-Victor Jacobsstraat 17-19 (Gelijkvloerse verdieping) – gebruik van de lokalen door de VZW JES**

DE RAAD,

Overwegende dat in het kader van het Programma van het Grootstedenbeleid een sportinfrastructuur is gebouwd in de Pierre-Victor Jacobsstraat 17-19 ;

Overwegende dat het goed ook een dienstwoning bevat voor een conciërge;

Overwegende dat de VZW JES de lokalen die op de gelijkvloerse verdieping zijn gelegen wenst te gebruiken ;

Overwegende dat de VZW JES actief is op het vlak van de sociale cohesie met jongeren in de Maritiemwijk en de bevordering van het recreatief stadstoerisme;

Overwegende dat er een gebruiksovereenkomst moet worden gesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de VZW JES voor een beperkte duur van 2 jaar ;

Overwegende dat deze overeenkomst voorziet in het gratis gebruik en dat de tellers voor het water, elektriciteit en gas worden overgenomen op naam van de VZW JES ;

Overwegende dat deze overeenkomst is voorgelegd aan de dienst Juridische zaken ;

Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 12 februari 2014;

**BESLUIT**

Artikel 1 :

De ontwerpovereenkomst voor het gebruik door de VZW JES van de lokalen gelegen op de gelijkvloerse verdieping in het gemeentelijk gebouw dat zich bevindt in de Pierre Victor-Jacobsstraat 17-19, voor een beperkte duur van 2 jaar, goed te keuren ;

Artikel 2 :

Het gratis gebruik en het overnemen van de tellers voor water, elektriciteit en gas op naam van de VZW JES goed te keuren.

Deze beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/26.02.2014/A/0026# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**

**Espace Saint-Rémy- Logement communal sis rue Pierre-Victor Jacobs, 17-19 (1er et 2ème étages)- Convention d'occupation temporaire avec l'a.s.b.l Lutte contre l'Exclusion Sociale (L.E.S) - Retrait de la décision du 18/04/2013.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération en date du 18 avril 2013 par laquelle il a été décidé que l'ASBL Lutte contre l'exclusion Sociale sera gestionnaire de l'infrastructure sportive sise rue Pierre-Victor Jacobs, 17-19 (Espace Saint-Remy) et qu'elle va y installer un concierge ;

Considérant que l'ASBL LES ne désire plus prendre part au projet ;

Considérant dès lors que sa délibération en date du 18 avril 2013 doit être retirée ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 5 février 2014.

DECIDE

Article unique :

De retirer sa délibération en date du 18 avril 2013 (18.04.2013/A/0017) relative à la convention d'occupation temporaire avec l'ASBL Lutte contre l'Exclusion Sociale (LES) de l'espace Saint-Rémy.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
38 votants : 38 votes positifs.

---

**Sint-Remigiusruimte – Gemeentelijke woning gelegen in de Pierre-Victor Jacobsstraat 17-19 (1e + 2e verdieping) – Tijdelijke gebruiksovereenkomst met de v.z.w. Lutte contre l'Exclusion Sociale (L.E.S.) - Intrekking van de beslissing van 18/04/2013.**

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van 18 april 2013 waarmee het beslist de VZW Lutte contre l'Exclusion Sociale de beheerder van de sportinfrastructuur gelegen in de Pierre-Victor Jacobsstraat, 17-19 (Sint-Remigiusruimte) zal zijn en dat zij er een conciërge zal in onderbrengen;

Overwegende dat de VZW LES niet langer wenst deel te nemen aan het project;

Overwegende dat de beraadslaging d.d. 18 april 2013 daarom moet worden ingetrokken;

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen d.d 5 februari 2014

BESLUIT

Enig artikel :

De beraadslaging van de Gemeenteraad van 18 april 2013 (18.04.2013/A/0017) in te trekken betreffende de tijdelijke gebruiksovereenkomst met de VZW Lutte contre l'Exclusion Sociale Sint-Remigiusruimte.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

---

#012/26.02.2014/A/0027# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke  
Eigendommen**

**Quai des Charbonnages, 86-86 A – Bien acquis dans le cadre du contrat de quartier durable « Autour de Léopold » – Occupation de locaux du rez-de-chaussée par la société DGL**

LE CONSEIL,

Considérant que, dans le cadre du Contrat de quartier durable « Autour de Léopold », la Commune a acquis un bien situé quai des Charbonnages, 86-86A ;

Considérant que la société DGL y occupe le rez-de-chaussée comme entrepôt de meubles ;

Considérant que la société souhaite poursuivre cette occupation ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure une convention d'occupation précaire entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et la société DGL pour une durée limitée au 31 décembre 2014 ;

Considérant que cette convention prévoit le versement d'un droit d'occupation de 1000,00 EUR par mois ;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation précaire par la société DGL, des locaux du rez-de-chaussée du bâtiment sis quai des Charbonnages, 86-86A acquis par la Commune dans le cadre du Contrat de Quartier durable « Autour du Léopold » ;

Article 2 :

De fixer le montant du droit d'occupation à la somme de 1000,00 EUR par mois.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.



Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 38 votes positifs.

---

**Koolmijnenkaai 86-86A – Goed aangekocht in het kader van duurzaam wijkcontract « Rond Leopold » – Gebruik van de lokalen op de gelijkvloerse verdieping door de onderneming DGL**

DE RAAD,

Overwegende dat de Gemeente in het kader van Duurzaam wijkcontract « Rond Leopold » een goed gelegen aan de Koolmijnenkaai 86-86A heeft aangekocht ;

Overwegende dat het bedrijf DGL er de gelijkvloerse verdieping gebruikt als opslagplaats voor meubels ;

Overwegende dat de onderneming dit gebruik wenst voort te zetten ;

Overwegende dat er een overeenkomst moet worden afgesloten voor een preciaire terbeschikkingstelling tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de onderneming DGL voor een beperkte duur tot 31 december 2014 ;

Overwegende dat deze overeenkomst voorziet in de storting van een gebruiksrecht van 1000,00 EUR per maand ;

Overwegende dat deze overeenkomst is voorgelegd aan de dienst Juridische zaken ;

Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

**BESLUIT**

Artikel 1 :

De ontwerpovereenkomst voor de preciaire terbeschikkingstelling aan de onderneming DGL van de lokalen op de gelijkvloerse verdieping van het gebouw dat gelegen is aan de Koolmijnenkaai 86-86A en aangekocht is door de Gemeente in het kader van Duurzaam wijkcontract « Rond Leopold », goed te keuren;

Artikel 2 :

Het bedrag van het gebruiksrecht vast te leggen op het bedrag van 1000,00 EUR per maand.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

**Rue du Jardinier 75-77 - Bien acquis dans le cadre du contrat de quartier Ateliers-Mommaerts - Occupation des locaux destinés à accueillir une crèche par l'ASBL OLINA.**

LE CONSEIL,

Considérant que, dans le cadre du Contrat de quartier « Ateliers-Mommaerts », la Commune a acquis et rénové un bien rue du Jardinier, 77-79 ;

Considérant que le bien comprend désormais 2 logements communaux, 1 crèche et des locaux destinés à l'usage d'associations ;

Considérant que l'ASBL OLINA désire occuper la crèche dont les locaux sont situés au rez-de-chaussée au 1er et 2ème étages dans le bâtiment arrière ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure une convention d'occupation entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'ASBL OLINA pour une durée limitée de 9 ans avec possibilité de reconductions tacites par période de 3 ans ;

Considérant que cette convention prévoit la gratuité de l'occupation assortie d'une provision de charges pour l'eau et l'électricité d'un montant de 450 EUR par mois ;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

DE C I D E

Article 1 :

D'approuver le projet de convention d'occupation, pour une durée limitée de 9 ans avec possibilité de reconduction tacite par période de 3 ans par l'ASBL Olina des locaux destinés à accueillir une crèche situés au rez-de-chaussée, au 1er et 2ème étages dans le bâtiment communal arrière se trouvant rue du Jardinier, 75-77 ;

Article 2 :

D'approuver la gratuité de l'occupation assortie de 450,00 EUR en guise de provision mensuelle pour les charges locatives de l'eau et l'électricité.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

38 votants : 37 votes positifs, 1 abstention.

---

**Hovenierstraat 75-77 - Goed aangekocht in het kader van het wijkcontract Werkhuizen - Mommaerts - Bezetting van de lokalen bestemd voor een crèche door de VZW OLINA.**

DE RAAD,

Overwegende dat in het kader van Wijkcontract « Werkhuizen-Mommaerts » de gemeente een goed dat in de Hovenierstraat 77-79 is gelegen, heeft aangekocht en gerenoveerd ;

Overwegende dat het goed voortaan 2 gemeentelijk woningen bevat, alsook 1 kinderdagverblijf en lokalen die voor gebruik door verenigingen bestemd zijn ;

Overwegende dat de VZW OLINA het kinderdagverblijf waarvan de lokalen gelegen zijn op de gelijkvloerse, 1e en 2e verdieping in het gebouw aan de achterkant, wil gebruiken ;

Overwegende dat er een gebruiksovereenkomst moet worden gesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de VZW OLINA voor een beperkte duur van 9 jaar met de mogelijkheid van de stilzwijgende verlenging met periode van 3 jaar;

Overwegende dat deze overeenkomst voorziet dat het gebruik gratis is maar met een voorschot voor de lasten voor water en elektriciteit dat 450,00 EUR per maand bedraagt;

Overwegende dat deze overeenkomst werd voorgelegd aan de dienst Juridische zaken;

Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

**BESLUIT**

Artikel 1 :

De ontwerpovereenkomst voor het gebruik door de VZW OLINA van de lokalen die bestemd zijn voor het herbergen van een kinderdagverblijf, gelegen op de gelijkvloerse, 1e en 2e verdieping in het gemeentelijke gebouw aan de achterkant gelegen in de Hovenierstraat 77-79, voor een beperkte duur van 9 jaar met de mogelijkheid van een stilzwijgende verlenging met periode van 3 jaar, goed te keuren ;

Artikel 2 :

Goed te keuren dat het gebruik gratis is maar met een voorschot voor de lasten voor water en elektriciteit dat 450,00 EUR per maand bedraagt.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

38 stemmers : 37 positieve stemmen, 1 onthouding.

Patricia Vande Maele quitte la séance / verlaat de zitting

Mohammadi Chahid quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/26.02.2014/A/0029# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**

**ASBL la MAIS - Ligne de crédit - Garantie de la commune**

LE CONSEIL,

Considérant que l'ASBL la MAIS souhaite ouvrir une ligne de crédit de 150.000 euros auprès d'une institution financière afin de garantir son fonctionnement journalier;

Considérant dès lors que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean doit se porter garant pour permettre à l'ASBL la MAIS d'ouvrir cette ligne de crédit auprès d'une institution financière et de permettre ainsi le fonctionnement journalier de l'ASBL la MAIS;

DECIDE :

Article unique :

De se porter garant pour permettre à l'ASBL la MAIS d'ouvrir une ligne de crédit de 150.000 euros auprès d'une institution financière.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 35 votes positifs, 1 abstention.

---

**VZW MAIS - Kredietlijn - Waarborg van de gemeente**

DE RAAD,

Overwegende dat de VZW MAIS een kredietlijn wenst te openen ten bedrage van 150.000 euro bij een financiële instelling om aldus haar dagelijkse werking te garanderen;

Overwegende dat de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek zich bijgevolg garant moet stellen om de VZW MAIS toe te laten deze kredietlijn te openen bij een financiële instelling en aldus de dagelijkse werking van de VZW MAIS mogelijk te maken;

BESLUIT :

Enig artikel :

Zich garant te stellen om de de VZW MAIS toe te laten een kredietlijn van 150.000 euro te openen bij een financiële instelling.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
36 stemmers : 35 positieve stemmen, 1 onthouding.

---

#012/26.02.2014/A/0030# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**ASBL Agence locale pour l'Emploi de Molenbeek-Saint-Jean - Démission d'un associé Ecolo-Groen de la majorité - Prise d'acte.**

LE CONSEIL,

Prend acte de la lettre du 1er février 2014, adressée au Conseil d'Administration de la Agence Locale pour l'Emploi de Molenbeek-Saint-Jean, par laquelle Madame Khadija Tamditi, Conseillère communale, présente la démission de son mandat de membre effectif du Conseil d'Administration, Ecolo-Groen de la majorité.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle et à l'Agence Locale pour l'Emploi de Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
36 votants : 36 votes positifs.

---

**VZW Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Sint-Jans-Molenbeek - Ontslagneming van een vennoot Ecolo-Groen van de meerderheid - Akteneming.**

DE RAAD,

Neemt akte van de brief van 1 februari 2014, gericht aan de Raad van Bestuur van de Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Sint-Jans-Molenbeek, waarbij Mevrouw Khadija Tamditi, Gemeenteraadslid, haar ontslag indient als effectieve lid van de Raad van Bestuur, van de meerderheid Ecolo-Groen.

Onderhavige beradslaging zal aan de Toezichhoudende overheid overgemaakt worden, evenals aan het Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Sint-Jans-Molenbeek.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

---

#012/26.02.2014/A/0031# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**  
**ASBL Agence Locale pour l'Emploi de Molenbeek-Saint-Jean -**  
**Désignation d'un représentant de la commune à l'Assemblée générale suite**  
**à une démission d'un associé Ecolo-Groen de la majorité.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération de ce jour par laquelle il a pris acte de la démission de Madame Khadija Tamditi de son mandat d'administrateur de la majorité auprès de l'ASBL Agence Locale pour l'Emploi de Molenbeek-Saint-Jean;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un associé de la majorité pour remplacer la mandataire démissionnaire;

Considérant qu'un appel à candidatures a été lancé conformément à l'article 37 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal;

Vu la candidature introduite par Madame Meido-Madiot, Jacqueline, chaussée de Gand 2 à Molenbeek-Saint-Jean;

Au scrutin secret, DECIDE :

Article unique:

de désigner Madame Meido-Madiot, Jacqueline, chaussée de Gand 2 à Molenbeek-Saint-Jean, en qualité d'associé(e) à l'Assemblée générale de l'ASBL Agence locale pour l'Emploi de Molenbeek-Saint-Jean pour la majorité, en remplacement de Madame Khadija Tamditi, démissionnaire.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle et à

l'Agence Locale pour l'Emploi.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

36 votants : 36 votes positifs.

---

**VZW Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Sint-Jans-Molenbeek -  
aanstelling van een vertegenwoordiger van de Gemeente in de Algemene  
Vergadering ingevolge een ontslagneming van een venoot Ecolo-Groen  
van de meerderheid.**

DE RAAD,

Gezien zijn beraadslaging van heden waarbij hij akte genomen heeft van de ontslagneming van Mevrouw Khadija Tamditi van haar mandaat van bestuurder van de meerderheid bij de VZW Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat het nodig is een venoot aan te stellen om de ontslagnemende mandataris te vervangen;

Overwegende dat een oproep tot de kandidaturen gedaan werd overeenkomstig artikel 37 van het inwendig reglement van de gemeenteraad;

Gezien de kandidatuur ingediend door Mevrouw Meido-Madiot, Jacqueline, Steenweg op Gent 2 te Sint-Jans-Molenbeek;

Bij geheime stemming, **BESLUIT** :

Enoig artikel:

om Mevrouw Meido-Madiot, Jacqueline, Steenweg op Gent 2 te Sint-Jans-Molenbeek, in de hoedanigheid van venoot bij de algemene vergadering van de VZW Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Sint-Jans-Molenbeek, voor de meerderheid, aan te stellen, ter vervanging van Mevrouw Khadija Tamditi, ontslagnemend.

Onderhavige beraadslaging zal aan de toezichhoudende overheid en aan het PWA overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.  
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Jef Van Damme quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/26.02.2014/A/0032# **Relation Et Action Sociale - Sociale Relaties En Acties**  
**Convention de collaboration dans le cadre de la Maison de l'Emploi de Molenbeek-Saint-Jean.**

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par un vote à l'unanimité, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour;

Considérant qu'Actiris, l'Office Régional Bruxellois de l'Emploi, dans le cadre de la décentralisation locale de ses services propose aux principaux opérateurs d'emploi de Molenbeek-Saint-Jean un concept harmonisé de Maison de l'Emploi au niveau local ;

Considérant qu'Actiris, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le Centre public d'Action sociale de Molenbeek-Saint-Jean, la Mission locale de Molenbeek-Saint-Jean et l'Agence Locale pour l'Emploi de Molenbeek-Saint-Jean souhaitent collaborer dans le cadre d'une Maison de l'Emploi ;

Considérant que cette Maison de l'Emploi permettra de concentrer l'ensemble des services destinés aux chercheurs d'emploi offerts par Actiris, les autorités communales et les organismes et/ou associations locales de formation et d'insertion socioprofessionnelle ;

Considérant que la convention proposée vise à réunir différents partenaires dans le but d'œuvrer conjointement à la politique d'emploi en Région de Bruxelles-Capitale en termes d'accueil et d'accompagnement des chercheurs d'emploi, de service aux employeurs et de développement de projets favorisant l'emploi ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la signature par les autorités communales de Molenbeek-Saint-Jean à travers son Secrétaire communal, Monsieur Jacques DE WINNE, et l'Echevin de l'Emploi, Monsieur Ahmed EL KHANNOUSS, de la Convention de collaboration dans le cadre de la création de la Maison de l'Emploi de Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
35 votants : 35 votes positifs.

---



## **Samenwerkingsovereenkomst in het kader van het Jobhuis van Sint-Jans-Molenbeek.**

DE RAAD,

Na aanvaarding van de dringende, bij eenparige stemming daar dit punt niet op de agenda verschijnt;

Overwegende dat Actiris, de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, in het kader van de plaatselijke decentralisatie van deze diensten aan de voornaamste tewerkstellingsovereenkomst van Sint-Jans-Molenbeek een geharmoniseerd concept van het Tewerkstellingshuis op lokaal niveau voorstelt ;

Overwegende dat Actiris, de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Openbaar centrum voor Maatschappelijk welzijn van Sint-Jans-Molenbeek, de Lokale missie van Sint-Jans-Molenbeek en het Plaatselijk Tewerkstellingsagentschap van Sint-Jans-Molenbeek wensen samen te werken in het kader van een Tewerkstellingshuis ;

Overwegende dat dit Tewerkstellingshuis de mogelijkheid zal bieden van concentratie van de gezamenlijke diensten bestemd voor de werkzoekenden die worden aangeboden door Actiris, de gemeentelijke overheid en de plaatselijke instellingen en/of verenigingen voor opleiding en socio-professionele inschakeling ;

Overwegende dat men zich met de voorgestelde overeenkomst richt op het samenbrengen van verschillende partners, met het oog op het zich gezamenlijk inzetten voor het werkgelegenheidsbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in termen van onthaal en begeleiding van de werkzoekenden, van dienstverlening aan de werkgevers en ontwikkeling van projecten ter bevordering van de werkgelegenheid ;

**BESLUIT :**

Enig artikel :

De ondertekening door de gemeentelijke overheid van Sint-Jans-Molenbeek via de Gemeentesecretaris, de Heer Jacques DE WINNE, en de Schepenen van Tewerkstelling, de Heer Ahmed EL KHANNOUSS, van de Samenwerkingsovereenkomst in het kader van de oprichting van het Tewerkstellingshuis van Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Nicole Linders-Dubocage quitte la séance / verlaat de zitting

## **Motion déposée par Monsieur De Block relative aux exclusions du chômage.**

LE CONSEIL,

Considérant que l'exclusion de 50 000 personnes ayant droit aux allocations d'insertion de l'assurance chômage va diminuer fortement le niveau de vie de dizaines de milliers de Belges ;  
Considérant que sur notre territoire communal, près de 700 personnes sont visées par cette exclusion[1] ;  
Considérant que le nombre de personnes sous le seuil de la pauvreté dans notre commune est en augmentation (jusqu'à 57 % des Molenbeekois selon l'indice synthétique de pauvreté[2]) et qu'il n'est pas possible de continuer dans ce sens ;  
Considérant que cela fera près de 700 personnes en plus qui auront des difficultés importantes pour (sur)vivre, suite à cette réforme des allocations d'insertion ;  
Considérant que l'exclusion de près de 700 personnes du chômage va affaiblir fortement la cohésion sociale sur notre commune ;  
Considérant que le transfert du chômage vers le CPAS est un recul social vu que le CPAS n'est pas financé par la sécurité sociale ;  
Considérant que des milliers de cohabitant(e)s dont le partenaire travaillent ne toucheront aucun revenu s'ils sont exclus du chômage ;  
Considérant que nous n'avons aucune garantie écrite et ferme concernant les compensations financières qui seraient apportées par le fédéral pour suppléer aux coûts supplémentaires prévus pour le CPAS ;  
Considérant que le budget de notre CPAS connaît déjà des difficultés importantes et que les dotations communales au CPAS ne cessent que d'augmenter ;  
Considérant que notre commune est déjà frappée de plein fouet par la crise et que nous n'avons pas besoin d'une nouvelle catastrophe sociale ;

DECIDE :

Article unique :

Au vu de la situation inquiétante que de nombreux demandeurs d'emplois connaîtront au 1er janvier 2015, le conseil communal mandate le président du CPAS, au nom du conseil communal, à relayer auprès du gouvernement fédéral les préoccupations des molenbeekois telles qu'elles ont été développées lors du débat au conseil communal du 26 février 2014.

[1] Estimation sur base des chiffres des affiliées de la FGTB, en extrapolant vers les autres syndicats et la CAPAC.

[2] Cet indice est basé sur 138 variables, pondérées et couvrant des domaines aussi variés que l'accès aux soins médicaux, l'équipement du ménage, le statut

d'occupation du logement, les problèmes de paiement, la participation à la vie sociale, etc. [[www.luttepauvrete.be](http://www.luttepauvrete.be)]

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**Motie ingediend door Mijnheer De Block betreffende de uitsluiting uit de werkloosheid.**

DE RAAD,

Overwegende dat de uitsluiting van 50 000 personen, die recht hebben op de inpassingsvergoeding van de werkloosheidsverzekering, aanzienlijk het levensniveau van tientallen duizenden Belgen gaat verminderen ;

Overwegende dat het bij deze uitsluiting op ons grondgebied om nagenoeg 700 personen gaat[1] ;

Overwegende dat het aantal personen onder de armoededrempel in onze gemeente toeneemt (tot 57 % van de Molenbekenaars volgens de synthetische armoede-index[2]) en dat men niet in deze zin kan doorgaan ;

Overwegende dat dit zal neerkomen op bijna 700 personen méér, die aanzienlijke moeilijkheden zullen ondervinden om te (over)leven, ingevolge deze hervorming van de inpassingsvergoeding ;

Overwegende dat de uitsluiting van nagenoeg 700 personen uit de werkloosheid een forse domper zal zetten op de sociale samenhang in onze gemeente ;

Overwegende dat de transfer van de werkloosheid naar het OCMW sociale achteruitgang betekent, aangezien het OCMW niet door de sociale zekerheid wordt gefinancierd ;

Overwegende dat duizenden samenwonenden wiens partner werkt, geen inkomen zullen ontvangen als ze uitgesloten worden van de werkloosheid ;

Overwegende dat we geen enkele schriftelijke en harde garantie hebben betreffende de financiële compensaties waarin door het federaal niveau zou worden voorzien om de bijkomende kosten te compenseren die gelden voor het OCMW ;

Overwegende dat het OCMW qua budget al wordt geconfronteerd met aanzienlijke moeilijkheden, en de gemeentelijke dotatie aan het OCMW voortdurend toeneemt ;

Overwegende dat de gemeente al in hoge mate door de crisis wordt getroffen, en we een nieuwe sociale catastrofe best kunnen missen;

BESLUIT :

Enig artikel :

Gelet op de verontrustende toestand waarvan heel wat werkzoekenden op 1 januari 2015 getuige zullen zijn, mandateert de gemeenteraad de voorzitter van het OCMW, in naam van de gemeenteraad, om bij de federale regering de bekommernissen van de Molenbekenaars te ventileren zoals ze tijdens het debat in de gemeenteraad van 26 februari 2014 werden uiteengezet.

[1] raming op basis van de cijfers van de leden van de FGTB, door het extrapoleren naar andere vakbonden en de CAPAC

[2] Voor deze index wordt uitgegaan van 138 afgewogen variabelen, die betrekking hebben op zeer uiteenlopende domeinen, zoals de toegang tot medische zorg, de voorzieningen op huishoudelijk vlak, het statuut van het woninggebruik, de problemen op het vlak van betaling, deelname aan het sociaal leven, enz. [www.armoedebestrijding.be]

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

#012/26.02.2014/A/0034# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Motion déposée par Monsieur De Block relative aux sanctions administratives communales.**

Le point est retiré de l'ordre du jour.

---

**Motie ingediend door Mijnheer De Block betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.**

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

Hassan Rahali quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/26.02.2014/A/0035# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Motion déposée par Monsieur De Block relative à l'enseignement en immersion.**

Le point est rejeté.

33 votants, 2 votes positifs, 20 votes négatifs, 11 abstentions.

---

**Motie ingediend door Mijnheer De Block betreffende het onderwijs via taalbad.**

Het punt wordt verworpen.

33 stemmers, 2 positieve stemmen, 20 negatieve stemmen, 11 onthoudingen.

#012/26.02.2014/A/0036# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Interpellation introduite par Madame Tahar relative aux sanctions administratives communales. - report du 22/1/2014**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Madame Tahar relative aux sanctions administratives communales, dont le texte suit:

*"Monsieur le Président,*

*Monsieur le Secrétaire communal;*

*Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux,*

*L'interpellation porte sur la nouvelle loi (entrée en vigueur le 1er janvier 2014) qui régit les sanctions administratives communales et plus précisément sur l'extension de son champ d'application quant à l'abaissement de la limite d'âge à 14 ans pour les personnes susceptibles d'être condamnées en raison d'incivilités.*

*S'il est un fait que l'ordre public et la sécurité de la population doivent être garantis au moyen notamment du dispositif des sanctions administratives, celui-ci ne saurait se justifier à l'encontre d'un mineur de 14 ans pour lequel nous lui préférons des mesures préventives et éducatives, lesquelles auraient assurément un impact plus efficace en terme de responsabilisation que le paiement d'une amende de maximum 175 euros.*

*Conformément aux observations de plus de 200 organisations de la société civile, cette loi va incontestablement à l'encontre des principes fondamentaux de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et de la Convention internationale des droits de l'Enfant. Plusieurs recours (dont celui de la Ligue des Droits de l'Homme), contre les sanctions administratives ont d'ailleurs été introduits devant la Cour constitutionnelle. Nous rappelons à toute fin utile que la majorité pénale en Belgique est fixée à 18 ans!*

*La précédente loi sur les sanctions administratives permettait déjà de sanctionner les mineurs âgés de 16 à 18 ans. Dans une perspective d'évaluation préalable à l'application éventuelle de la nouvelle loi, pouvez-vous nous préciser le nombre de cas recensés et de procédures entamées à l'égard de mineurs au cours de ces deux dernières années dans la zone de Police Bruxelles-Ouest et dans la commune de Molenbeek-Saint-Jean? De même, pouvez-vous nous communiquer le montant moyen des amendes*

*perçues?*

*La loi sur les sanctions administratives accorde des prérogatives aux communes pour sanctionner directement certains comportements inciviques plutôt que de renforcer les moyens du Parquet. Ne pensez-vous pas que le judiciaire soit plus habilité à condamner les actes d'incivilités et à éviter l'arbitraire? Nous rappelons que le législateur en 1965 a décidé de mettre en place un système protectionnel de la jeunesse composé de deux volets, une aide volontaire du SAJ ou une aide contraignante du Tribunal de la jeunesse et dans le prolongement du SPJ. Parallèlement à ce travail individuel spécifique de suivi, le législateur a permis aux nombreuses associations de jeunesse et également aux services de l'aide à la jeunesse tels que les AMO de pouvoir accompagner sereinement les jeunes.*

*En optant pour les sanctions administratives à l'encontre des mineurs, ne pensez-vous pas que vous participez au mécanisme de stigmatisation et d'enfermement des jeunes dans une trajectoire délinquante? Le premier jalon de cette trajectoire serait, non pas une incivilité bénigne, mais la réaction sociale qui s'ensuit et qui enferme pour longtemps nos jeunes dans le rejet et la provocation. Et certaines réactions peuvent être traumatisantes surtout dans les familles défavorisées matériellement et socialement.*

*Par ailleurs, n'y a-t-il pas également un risque de confusion des rôles en substituant au pouvoir judiciaire un pouvoir exécutif?*

*En outre, comment allez-vous articuler les compétences de la commune avec celles de la zone de Police et du Parquet?*

*Qui plus est, le concept d'incivilité étant assez vague, comment allez-vous garantir l'application "équitable" de cette loi, sachant que son interprétation diffère d'un agent sanctionnateur à un autre et d'une commune à une autre? Comptez-vous rédiger une brochure adaptée aux jeunes pour leur expliquer les sanctions qu'ils risqueraient en cas d'incivilités?*

*Comme prévue dans la loi, envisagez-vous le cas échéant de majorer les amendes administratives actuelles?*

*La mise en oeuvre de cette législation nécessitant des moyens financiers, matériels et humains, un budget fédéral vous est-il accordé? Si oui, quel en est le montant?*

*Concrètement, qu'en est-il des mécanismes de médiation qui devraient être mis en place pour appliquer les sanctions administratives communales?*

*Enfin, nous espérons que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean donnera, malgré tout, un signal fort en favorisant la mise en place d'un pôle de médiation qui regrouperait en son sein des opérateurs du secteur de la jeunesse notamment et qui servirait de tremplin entre la Commune et les tribunaux dans le cadre de l'exécution des peines alternatives.*

*Farida Tahar,  
pour le groupe PS"*

Le Conseil prend connaissance.

---

**Interpellatie ingediend door Mevrouw Tahar betreffende de gemeentelijke administratieve sancties - Uitstel van 22/1/2014.**

De Raad neemt kennis.

Jamel Azaoum quitte la séance / verlaat de zitting

Michaël Vossaert quitte la séance / verlaat de zitting

Shazia Manzoor quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/26.02.2014/A/0037# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Interpellation déposée par Monsieur De Block relative aux dysfonctionnements dans les logements communaux.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur De Block le 29/01/2014 à 1540, dont le texte suit:

*"Je suis choqué, comme beaucoup de Molenbeekois avec moi, de constater que sous l'ancienne majorité, dont faisait partie le MR et le CDH, ce genre de dysfonctionnements étaient possible à cet échelle. 1 sur 6 logements communaux étaient attribués à des personnes qui n'y avaient pas droit. Quand on connaît la pénurie des logements publics, c'est un scandale, un vrai scandale.*

*Comment était-il possible que le collègue n'était pas au courant des avis de l'administration? Les rumeurs ne faisaient pas défaut, il était un secret public. Comment se fait-il que les autres échevins n'ont jamais interpellé, n'ont jamais posé des questions, n'ont jamais demandé des mesures de contrôle contraignante, permettant une transparence?*

*Comment était-il possible que l'administration n'avait pas la liberté d'empêcher (ou au moins signaler) des décisions illégales?*

**Dirk De Block**

**Conseiller communal PTB\*PVDA**

Le Conseil prend connaissance.

---

**Interpellatie ingediend door Mijnheer De Block betreffende de slechte werkingen betreffende de gemeentelijke woningen.**

De Raad neemt kennis.

Laurie Carême-Palanga quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/26.02.2014/A/0038# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Interpellation déposée par Madame Piquard concernant le braquage des pharmacies.**

LE COSNEIL,

Prend connaissance de l'interpellation introduite par Madame Piquard au sujet du braquage des pharmacies dont le texte suit:

*Au mois de juin 2013, suite à un « braquage » de la pharmacie où je me rends habituellement, j'avais émis une interpellation au Conseil de Police où, en définitive, je n'avais obtenu que peu de réponses, même si j'en conçois le contexte, permettez-moi, Madame la Bourgmestre de tenter de vous interroger une nouvelle fois car, vous en êtes informée, il y a +/- 3 semaines (le temps que soit fixé le conseil communal), puis-je l'appeler ainsi « ma pharmacienne » m'a à nouveau téléphoné pour m'annoncer qu'elle avait subi un deuxième braquage !*

*Me rendant à son officine, l'intéressée m'a expliqué que non seulement elle avait subi un 2e braquage en 8 mois, mais qu'à cette fois-ci, une supérette voisine ainsi qu'un particulier avaient été braqués également. Depuis son premier braquage au mois de juin, l'intéressée avait à ses frais fait appel à une firme spécialisée et installé des caméras de surveillance à son officine.*

*Il semble que ces frais investis restent « impuissants » face à certaines volontés nuisibles. Car, bien évidemment, les braqueurs étaient cagoulés au moment des faits, soit, dès leur entrée à la pharmacie, les images de ses caméras n'ont donc pu servir à les identifier.*

*Je me permets également de vous rappeler que ce quartier «haut- Maritime » est proche d'autres communes (Laeken, Jette) notamment et tout aussi proche de transports en commun et qu'il y aurait lieu, peut-être de le protéger*



*davantage au vu des braquages qui s'y opèrent !!!*

*Désorientée, sous le choc, restons clairs, la pharmacienne m'a demandé conseil. Mon devoir de mandataire et de confiance envers elle a été de lui conseiller de prendre rapidement un rendez-vous avec vous, ce qui fut fait et je vous en remercie.*

*Suite à l'entretien que vous avez eu avec les intéressés (pharmacienne, gérant de la superette), il semble que vous ayez promis l'installation d'une caméra de surveillance dans ce carrefour, au mois de décembre 2014 ! N'est-ce pas surprenant ! Quand on pense à l'état d'insécurité dans lequel se trouvent les intéressés.*

*Surprenant encore alors que la semaine passée des employés de la firme (VVLBBDO) voisine de la pharmacie ont été victimes d'agression et qu'il semble que vous ayez donné instruction à la police d'opérer plusieurs passages dans le quartier.*

*Certes, la pharmacie peut en profiter indirectement ! Toutefois, je vous pose les questions suivantes :*

*1. Effectivement, quels sont les moyens que vous comptez très rapidement mettre en œuvre pour protéger ce genre de commerce à risques et notamment dans ce quartier ?*

*2. Au vu de la promesse que vous avez faite à la pharmacienne de l'installation d'une caméra en décembre 2014 ! Concevez-vous le risque auquel vous vous exposez, à savoir qu'il y ait un braquage qui tourne mal dans ce quartier qui semble être particulièrement visé par de tels faits ?*

*3. Tenant compte que la société dont question plus avant, détient deux avantages par rapport à la pharmacie, à la superette et au particulier :*

- Elle a l'avantage de ne pas être une cible directe de braquage*
- Elle détient un gardiennage privé (groupe 4 ou équivalent)*

*Pouvez-vous m'expliquer, dès que des employés de la firme voisine ont été agressés, les faits remontent à la semaine dernière, le pourquoi, et même si je considère qu'il s'agit d'une bonne mesure, des instructions aient été données à la police d'effectuer des passages fréquents dans le quartier?*

*4. Qu'est-ce qui produit cette différence de traitement ? Pouvez-vous concevoir que l'état psychologique de la pharmacienne est ébranlé et que si, lors de votre entretien, vous aviez pris la même décision que pour la grande firme voisine, cela l'aurait probablement aidée davantage ?*

*5. Qu'en est-il, à ce jour, du fonctionnement actuel de télé-service dont vous*

*nous aviez annoncé vouloir réinstaurer le système il y a quelques mois déjà ?*

*6. En définitive, n'y aurait-il vraiment pas moyen de délocaliser une des caméras qui existent sur le territoire de la commune afin de desservir plus rapidement ce quartier qui semble en avoir grand besoin ? Celles-ci ne viennent-elles pas d'être réparées récemment ?*

*Je vous remercie de l'attention et surtout du suivi qui seront réservés à mon interpellation.*

**PAULETTE PIQUARD**

Le Conseil prend connaissance.

---

**Interpellatie ingediend door Mevrouw Piquard betreffende het overvallen van apotheken.**

De Raad neemt kennis.

Dirk De Block quitte la séance / verlaat de zitting

---

#012/26.02.2014/A/0039# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Interpellation déposée par Madame Piquard relative à la campagne de collecte des encombrants.**

LE COSNEIL,

Prend connaissance de l'interpellation introduite par Madame Piquard relative à la campagne de collecte des encombrants, dont le texte suit:

*Enfin me disais-je les conteneurs arrivent dans mon quartier !*

*Puis-je vous avouer qu'en lisant le prospectus, j'étais morte de rire ! Et je me suis demandé comment l'expliquer à mes voisins qui, bien sûr m'ont déjà, posé quelques questions à son sujet.*

*Morte de rire pour le style mais moins, bien sûr, au sujet des imprécisions que le prospectus contient (en français).*

*Les imprécisions se trouvent dans les paragraphes concernant « ce qui est accepté – ce qui est refusé »).*

*Dans cet imbroglio puisqu'il n'est accepté, en outre, qu'un seul canapé et un*

*petit ou un gros électroménager, au niveau du « style », peut-être aurait-il fallu préciser.*

*Autre trop rigolo : « un quidam vous apporterait « une plaque d'amiante » » ! Comme si l'amiante n'existait et ne persistait que sous cette forme ! Je me voyais dans une scène de De Funès « je vous apporte ma plaque d'amiante » au lieu de « Voici ma lettre anonyme », je vous renvoie au film « La folie des grandeurs » !*

*Trop rigolo encore, ce prospectus mélangeant autant les interdits que les acceptés : les formules s'en trouvent INCOMPRÉHENSIBLES et je vous expose le point 3 :*

*«Le volume de vos encombrants ne peut excéder 3m<sup>3</sup> par ménage (..... les exemples....) ET par plaque d'immatriculation du véhicule particulier ». Je suis une grande lectrice mais tout de même, avouez que cette rédaction laisse pantois !*

*Je pensais être au top de mon hilarité ! Mais voilà une perle de plus ...*

#### **• CONDITIONS**

*Et je ne l'invente pas !*

*La condition 2 dit clairement : « Vous devez présenter votre carte d'identité pour attester que vous résidez dans le périmètre concerné » !*

*Une administration communale réclamant cela, alors que les adresses ne figurent plus sur les cartes d'identité depuis belle lurette ! J'ai trouvé cela très fort !*

*Peut-être considérez-vous Monsieur l'Echevin Mahy et Madame la Bourgmestre que je devrais vous remercier pour le bon moment que j'ai passé mais, excusez-moi, je suis un peu gênée qu'un tel document se trouve dans les boîtes aux lettres du quartier !*

*C'est ici que mon fou rire s'arrête et que je vous pose les questions suivantes : Quel est en définitive le réel service offert à l'habitant alors que :*

*Au niveau du prospectus :*

**• Monsieur l'Echevin, Madame la Bourgmestre, vous qui le signez, vous est-il possible de m'éclairer quant à ce point « 3 » :**

**« PAR ménage et PAR plaque d'immatriculation DU véhicule particulier ».**

**• Les rues où seront placés les conteneurs seront fermées à la circulation ?**

**On laisse nos voitures encombrées devant les barrières et l'on porte à bout de bras leur contenu jusqu'au conteneur ou y a-t-il autre chose de prévu ?**

**• J'attire votre attention sur le fait qu'arriver à mettre dans une automobile particulière (je pense à ma C2), si cela s'avérait nécessaire, les 3m<sup>3</sup> dont question dans vos exemples, me semble être d'une contorsion incroyable !**

**Je vous précise que selon vos instructions un quidam ne peut se faire aider par un tiers possédant un véhicule plus grand mais non originaire du périmètre concerné, dès lors existe-t-il une alternative ? Dans l'affirmative qu'elle est-elle ?**

*Je vous rappelle que le service de ramassage communal des encombrants est supprimé depuis quelques mois déjà et que des personnes peuvent être amenées à verser dans les conteneurs le contenu de vos exemples (matelas, frigo etc ...).*

*• Au passage et tant qu'à faire, dans un but d'aider les personnes, il n'est pas précisé dans le prospectus les dimensions du canapé (1 place ou plus), ni du matelas (1 ou 2 personnes) ?*

*• D'aucuns ont rencontré des difficultés à « déterminer » le périmètre concerné dans le prospectus. Je présume que c'est lié au fait qu'il est vaste et noyé dans beaucoup de couleurs. Je pense qu'une petite légende au niveau des couleurs aurait pu y aider !*

*• A défaut de cartes d'identité, quel document probant devra être fourni ? En pensant également aux plus courageux qui se présenteront à pied donc, sans voiture et sans plaque d'immatriculation ????*

*Au niveau de l'offre du service :*

*• Plus sérieux encore ! J'ai eu l'occasion le week-end et mardi derniers de rencontrer plusieurs seniors qui se trouvaient « exclus » du service ! En fait, ils m'ont déclaré qu'ils ne possédaient pas de voiture et que l'un ou l'autre des enfants ne vivaient pas dans la commune ! De plus, pour certains, se rendre au conteneur à pied avec un caddie leur paraissait être une montagne ! Quelle serait l'alternative à proposer à ce public cible ?*

*• Les opérations se déroulent les samedis : qu'en est-il du coût (en heures supplémentaires des ouvriers) et même si, leurs mises au travail les samedis sont compensées par des heures de récupération. Celles-ci ne mettront-elles pas à mal le service chargé de la propreté par manque d'effectifs en semaine ? J'en terminerai en vous proposant un changement dont je vous sais friands : S'il vous plaît, réinstaurer le service du ramassage des encombrants à domicile !*

*Un réel service de proximité, plus simple et profitable à tous les Molenbeekois. En définitive, la prolifération des « dépôts clandestins » n'est-elle pas partiellement liée du fait de la suppression de ce service de proximité qui était offert à tous les Molenbeekois ?*

*Je vous remercie de vos précisions.*

*PAULETTE PIQUARD*

Le Conseil prend connaissance.

---

**Interpellatie ingediend door Mevrouw Piquard betreffende de campagne voor grofvuilinzameling.**

De Raad neemt kennis.

---

**Interpellation déposée par Madame Piquard relative au marché Mennekens.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Madame Piquard relative au marché Mennekens, dont le texte suit:

*Durant l'automne dernier, un toutes-boîtes a largement été distribué dans le Haut-Molenbeek.*

*Il concernait en une demande d'avis auprès des habitants quant à l'installation d'un marché « produits du terroir » dans le quartier Mennekens, Malis.*

*Une réunion avec les habitants s'est tenue le 8 décembre 2013.*

*Ne disposant plus de nouvelles quant à cette proposition quelques habitants, non disponibles pour se rendre à la réunion, m'ont demandé quelques informations complémentaires quant à ce projet de marché, ce à quoi, bien sûr, je n'ai pu répondre du fait que cette proposition n'a pas été abordée au conseil communal.*

*Dès lors, vous trouverez ici l'ensemble des questions que j'ai recueillies :*

- *Quel était approximativement le nombre de participants à la réunion du 8 décembre ?*
- *Quelle est la définition retenue par le collège quant à un « marché de produits du terroir » ? Qu'y serait-il vendu ? Uniquement de la nourriture ou plus que cela ? Où « s'arrête » la notion de « terroir » ?*
- *Etant donné la localisation prévue et les horaires d'un marché, sera-t-il tenu compte de la circulation des autocars scolaires desservant les 2 écoles de la rue De Konninck ?*
- *Toujours dans le même contexte, étant donné qu'une voirie n'est jamais accessible que quelques heures après la fermeture d'un marché, le collège tient-il compte, dans sa proposition, des jours de matches dont les préparatifs, blocage des voiries notamment, démarrent parfois dans l'après-midi ?*
- *L'installation éventuelle de ce marché serait-elle provisoire ?*
- *Si l'installation consistait en un « test », qu'en serait-il de la durée dudit « test » ?*
- *Où en est actuellement la proposition du Collège quant aux limites territoriales dudit marché (rues, etc...)*

*Et mes questions personnelles :*

*En vue d'une gestion prévue à long terme :*

- *Quel était l'avis majoritaire des habitants qui ont participé à la réunion « accord, mitigé, refus »*
  - *Dans le cadre de l'extension des services de police rue du Géomètre, si la proposition du collège est d'installer un projet pérenne, y a-t-il eu concertation avec le Chef de corps quant à :  
o L'organisation éventuelle de ce marché et les déplacements des voitures de police ? L'organisation de certains matches de football ?*
  - *Sera-t-il prévu un nouveau « toutes-boîtes » de quartier tout aussi largement distribué afin d'avertir les habitants de l'éventuelle installation dudit marché ?*
- PAULETTE PIQUARD**

Le Conseil prend connaissance.

---

**Interpellatie ingediend door Mevrouw Piquard betreffende  
Mennekensmarkt.**

De Raad neemt kennis.

---

#012/26.02.2014/A/0041# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Interpellation déposée par Madame Piquard et Monsieur Ikazban relative  
au MoMuse.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Madame Piquard et  
Monsieur Ikazban relative au MoMuse, dont le texte suit:

*Madame la Bourgmestre et Echevine de la culture, nous nous permettons de  
vous interpeller suite à votre déclaration via la presse, quant à l'avenir plus  
que compromis du musée «MoMuse ». Des déclarations qui nous ont quelque  
peu surpris à un moment où notre commune est sous le feu des projecteurs en  
tant que Métropole Culture 2014.*

*Ayant vous-même, en votre qualité d'Echevine de la culture, participé depuis  
toute une législature à l'élaboration de ce beau projet qui se voulait être une  
centralisation et une mise en valeur du patrimoine historique molenbeekoïse,  
permettez à vos anciens partenaires politiques d'en rester pantois !*

*Certes, il s'agissait-là d'un projet important, qui a pris du temps à voir le jour,  
un projet qui a rencontré quelques difficultés techniques (effondrement de*

*plafond) entraînant certainement des frais supplémentaires et retardant effectivement sa mise sur pied. Mais nous nous interrogeons sérieusement sur la façon dont vous portez à la connaissance des membres du conseil communal, via la presse, votre volonté de l'abandonner et, de fait, de le jeter aux « oubliettes ».*

*Par cette décision, nous nous permettons de vous préciser que vous jetez « aux oubliettes » des subsides perçus, des budgets communaux importants investis, et ce, depuis plusieurs années, probablement des emplois, mais encore une initiative prise conjointement par Messieurs Spiegels (MR) et Moureaux, ex-Bourgmestres !*

*Dès lors, nous vous posons les questions suivantes :*

- *Quel était le montant budgétaire à exposer pour procéder à la réparation du local ?*
- *Quels en étaient éventuellement, les subsides ou les assurances couvrant le risque, à percevoir en vue de la réparation ?*
- *Qu'en est-il de l'emploi des personnes qui travaillent depuis toute une législature à « rassembler » le patrimoine molenbeekois ?*
- *Qu'en est-il, du patrimoine molenbeekois, déjà conservé dans les installations du futur musée. Nous pensons particulièrement aux tableaux, précédemment exposés en la salle des mariages, recueillis au musée, tant leur valeur s'était révélée inestimable, notamment à couvrir par assurance ?*
- *Qu'en est-il des dons et legs remis au musée par des collectionneurs privés (molenbeekois) ? Qu'en est-il, dans son ensemble, de la valeur financière actuellement accueillie au musée par ce biais ? Qu'en sera-t-il de son devenir ?*

*Pour mémoire, ces deux dernières questions, couvrent un projet d'exposition permanente au sein de « Momuse » !*

- *Dans votre déclaration, vous parliez d'alternatives quant au projet d'origine, qu'en ressort-il exactement ? Nous attendons une réponse au conseil communal, plutôt qu'être amenés, une nouvelle fois, à l'apprendre dans le cadre d'un effet d'annonce, via la presse !*

*Jamal Ikazban, Chef du Groupe P.S. au conseil communal,  
Paulette Piquard, conseillère communale.*

Le Conseil prend connaissance.

---

**Interpellatie ingediend door Mevrouw Piquard en Mijnheer Ikazban betreffende MoMuse.**

De Raad neemt kennis.

---

**Interpellation déposée par Monsieur Berckmans concernant la procédure à suivre lors de la constatation des restes d'amiante dans les dépôts clandestins.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Berckmans relative à la procédure à suivre lors de la constatation des restes d'amiante dans les dépôts clandestins, dont le texte suit:

*Un témoin oculaire a constaté le mercredi 21 janvier dernier, pendant l'avant-midi, que Bruxelles-Propreté avait apporté une plaque d'amiante de plus ou moins un mètre sur un mètre. Cela a eu lieu dans la rue Dubois Thorn, au coin avec la Chaussée de Gand. Cette plaque d'amiante y avait été déposée avec d'autres matériaux de construction. Le témoin en question connaît très bien la matière. Avant qu'il ne puisse le signaler, la plaque d'amiante avait déjà été brisée dans le camion de Bruxelles-Propreté.*

**Questions :**

*1° L'amiante représente non seulement un grand danger pour la santé publique en général mais aussi pour le personnel du Service communal Propreté public en particulier en cas de contact avec de l'amiante qui se trouve parmi des dépôts clandestins.*

- a) Est-ce que le personnel communal compétent est suffisamment formé pour pouvoir reconnaître la présence de l'amiante ?*
- b) Est-ce qu'il y a, au sein du Service communal Propreté public, une procédure à suivre dans les cas où un membre du personnel constate qu'il y a de l'amiante qui se trouve dans l'un ou l'autre dépôt clandestin ?*

*2° Vu les dangers pour la santé publique, il ne me semble pas une très bonne idée de jeter des restes d'amiante, ainsi que d'autres déchets dangereux, simplement dans les camions de Bruxelles-Propreté.*

- a) Est-ce que la commune peut contacter, à ce sujet, Bruxelles-Propreté et le Secrétaire d'Etat Rachid Madrane, compétent pour cette matière ?*
- b) Est-ce que la commune de Molenbeek-Saint-Jean peut prendre l'initiative afin d'élaborer, en collaboration avec Bruxelles-Propreté et les 19 autres communes de la Région de Bruxelles-Capitale, une procédure commune à respecter lors de la constatation de la présence d'amiante dans des dépôts clandestins, ainsi que, de prévoir, si nécessaire, une formation pour tous les personnels concernés (les communes, Bruxelles-Propreté, ...).*



*Je vous remercie.*

*Dirk Berckmans.*

Le Conseil prend connaissance.

---

**Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans betreffende de te volgen procedure bij het opmerken van asbestresten in illegaal gedumpt afval.**

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans betreffende de te volgen procedure bij het opmerken van asbestresten in illegaal gedumpt afval, waarvan de inhoud volgt:

*Een ooggetuige zag op dinsdag 21 januari jl., tijdens de voormiddag, dat een asbestplaat van ongeveer 1 meter bij 1 meter door Net Brussel werd meegenomen. Dit gebeurde in de Dubois Thornstraat, op de hoek met de Gentssteenweg. De asbestplaat was er, samen met ander bouwafval, gedumpt. De ooggetuige in kwestie kent de materie zeer goed. Vooraleer hij aan het personeel van Net Brussel een signaal kon geven was de asbestplaat al verbrijzeld in de vrachtwagen van Net Brussel.*

**Vragen :**

*1° De aanwezigheid van asbest betekent niet alleen een groot gevaar voor de volksgezondheid in het algemeen maar ook voor het personeel van de gemeentelijke dienst Openbare netheid in het bijzonder dat in aanraking kan komen met asbest dat zich tussen clandestien gedumpte bouwafval bevindt.*

*a) Zijn de bevoegde gemeentelijke personeelsleden voldoende opgeleid om de aanwezigheid van asbest te herkennen ?*

*b) Bestaat er binnen de gemeentelijke dienst Openbare netheid een procedure die moet worden gevolgd wanneer een personeelslid asbest opmerkt bij een of ander clandestien afvaldepot ?*

*2° Gezien de gevaren voor de volksgezondheid lijkt het niet zo een goed idee asbestresten – en ander gevaarlijk afval – gewoon in de vrachtwagens van Net Brussel te gooien.*

*a) Kan de gemeente hierover contact opnemen met Net Brussel en met Staatssecretaris Rachid Madrane die binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd is voor deze materie ?*

*b) Kan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek het voortouw nemen om samen met Net Brussel en de andere 18 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk*

*Gewest een gemeenschappelijke procedure uit te werken die moet worden gevolgd wanneer gedumpt asbest wordt opgemerkt, alsook om, indien nodig, in een opleiding ter zake te voorzien voor alle betrokken personeelsleden (gemeenten, Net Brussel, ...) ?*

*Ik dank u.*

*Dirk Berckmans.*

De Raad neemt kennis.

---

#012/26.02.2014/A/0043# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Interpellation déposée par Monsieur Berckmans concernant le règlement communal visant à régler l'utilisation des locaux communaux par des associations.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Berckmans concernant le règlement communal visant à régler l'utilisation des locaux communaux par des associations, dont le texte suit:

*Lors de la séance du conseil communal du mercredi 28 août 2013, j'ai fait l'interpellation suivante :*

*« Lors d'une séance du conseil communal, il y a quelques mois, le Collège des bourgmestre et échevins a annoncé qu'un règlement communal sera rédigé concernant l'utilisation des locaux (communaux) par des associations (Molenbeekoises). Ce règlement aura notamment comme but d'instaurer les mêmes règles (droits et devoirs) pour toutes les associations qui veulent introduire une demande afin de pouvoir utiliser un local communal. Autrement dit, le règlement visera à éviter d'attribuer l'utilisation de ces locaux de manière arbitraire.*

*Je pose, à ce sujet, les questions suivantes :*

*1° Quel est l'état des lieux en ce qui concerne la rédaction de ce règlement ? Avez-vous déjà une idée à quel moment le projet de règlement pourra être soumis à l'approbation du conseil communal ?*

*2° La communication précitée, au nom du Collège, a été faite par l'échevine qui a la politique de la jeunesse dans ses compétences. Je trouve tout à fait positif que les associations des jeunes pourront faire appel à ce règlement pour introduire une demande pour l'utilisation d'un local communal si c'est nécessaire pour leur bonne organisation, pour leur bon fonctionnement.*

a) *Est-ce que les autres associations – je pense aux associations qui sont actives dans les domaines du sport, de la culture, dans le domaine sociale, etc. – pourront également introduire une demande pour pouvoir utiliser un local communal ? J'ose imaginer que la réponse à cette question est positive comme ces autres associations contribuent également à la vie sociale dans une commune, à une meilleure cohésion sociale. Mais je pose quand-même la question pour m'en rassurer.*

b) (...)

*3° Est-il possible de mettre, déjà à ce moment, le projet de règlement à dispositions des conseillers communaux qui sont intéressés à cette matière ? Est-il possible d'organiser une réunion de travail (réunion de commission) pour discuter le projet de règlement, ceci bien avant que le projet sera soumis à l'approbation du conseil communal ? Je suis d'avis qu'il peut être enrichissant de se changer, préalablement, les idées à ce sujet. Il est également possible que les conseillers communaux intéressés apportent des idées positives quant à la rédaction dudit règlement. »*

*Madame la bourgmestre m'a donné à ce moment une réponse détaillée dont j'avais pu apprécier le contenu. Je joins la réponse complète à la présente interpellation ; ici, je me limite à quelques citations :*

- *« Nous avons néanmoins décidé d'actualiser ce règlement communal et évidemment, c'est un travail d'importance que nous souhaitons soumettre à l'approbation du Conseil communal dans les meilleurs délais. Je souhaiterais que cela vous soit présenté avant la fin de cette année pour que ce règlement puisse être mis en application dès 2014 pour la nouvelle année budgétaire ».*

- *« Vous avez émis le souhait que ce règlement puisse être discuté avant d'être présenté au Conseil communal. Je pense qu'il est important que les Conseillers communaux aient en effet la possibilité de pouvoir s'exprimer sur celui-ci et d'émettre des remarques. J'ajoute que ce règlement communal a également un aspect technique et je pense donc moi aussi qu'il est plus intéressant de pouvoir en parler au préalable au sein d'un groupe de travail, plutôt que de venir directement au Conseil communal, ce qui ne ferait qu'allonger la séance sans pour autant nous permettre d'avoir un débat productif par rapport à la mise en œuvre de celui-ci ».*

*D'une part, j'entends via des personnes qui sont actives dans la vie associative qu'elles attendent toujours de pouvoir disposer d'un local communal ; d'autre part, nous sommes fin février 2014, en d'autres mots, déjà quelque temps après la date pour laquelle vous aviez promis de soumettre au conseil communal le projet adapté du règlement. Pour ces raisons, je pose aujourd'hui à nouveau les questions précitées que j'ai posées dans mon interpellation du mois d'août 2013. Je suis d'avis qu'il est très important pour la vie associative et pour la cohésion sociale dans notre commune que le*

*nouveau règlement communal visant à régler l'utilisation des locaux communaux par des associations puisse entrer en vigueur le plus vite possible.*

*Je vous remercie.*

*Dirk Berckmans.*

*Annexe : Réponse du 28 août 2013 sur l'interpellation de Dirk Berckmans concernant le règlement communal visant à régler l'utilisation des locaux communaux par des associations*

Le Conseil prend connaissance.

---

**Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans betreffende het gebruik van lokalen door verenigingen.**

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans betreffende het gebruik van lokalen door verenigingen, waarvan de inhoud volgt:

*Tijdens de gemeenteraadszitting van woensdag 28 augustus 2013 hield ik de volgende interpellatie :*

*“Tijdens een vorige gemeenteraadszitting, enkele maanden geleden, kondigde het College van burgemeester en schepenen aan dat er wordt gewerkt aan een gemeentelijk reglement inzake het gebruik van (gemeentelijke) lokalen door (Molenbeekse) verenigingen. In dit reglement zou o.a. worden voorzien dat ter zake dezelfde regels (rechten en plichten) zouden gelden voor alle verenigingen die een aanvraag indienen om een gemeentelijk lokaal te kunnen gebruiken met als doel een arbitraire toewijzing van die lokalen te vermijden.*

*Ik stel hierover de volgende vragen :*

*1° Wat is de stand van zaken inzake de redactie van dit reglement ? Heeft u reeds een idee wanneer dit ontwerp van reglement ter goedkeuring aan de gemeenteraad zal kunnen worden voorgelegd ?*

*2° De voormelde aankondiging werd namens het College gedaan door de schepenen die bevoegd is voor het jeugdbeleid. Ik vind het natuurlijk goed dat jeugdverenigingen en aanverwante organisaties zich op dit reglement zullen kunnen beroepen om, indien zij dit nodig achten, een aanvraag te kunnen indienen voor het gebruik van een gemeentelijk lokaal.*

a) *Zullen andere verenigingen – ik denk aan sportverenigingen, cultuur- en sociale verenigingen, ... - die geen eigen lokaal hebben ook een aanvraag kunnen indienen om een gemeentelijk lokaal te kunnen gebruiken ? Ik ga ervan uit dat dit het geval zal zijn maar zekerheidshalve stel ik toch de vraag. Immers, zowel jeugd- als andere verenigingen leveren, in een gemeente, een positieve bijdrage tot het sociale leven en tot meer sociale samenhang.*

b) (...)

3° *Kan het ontwerp van reglement nu reeds ter beschikking worden gesteld van de gemeenteraadsleden die interesse hebben voor deze aangelegenheid ? Kan voor de geïnteresseerde gemeenteraadsleden een werkvergadering (commissievergadering) worden georganiseerd om het ontwerp van reglement te bespreken, dit ruime tijd vooraleer het reglement ter goedkeuring aan de gemeenteraad zal worden voorgelegd ? Het kan volgens mij immers verrijkend zijn om hierover vooraf van gedachten te wisselen en misschien kunnen geïnteresseerde gemeenteraadsleden op die manier ook een positieve en inhoudelijke inbreng doen wat de redactie van het reglement betreft ?”*  
*Mevrouw de burgemeester gaf mij toen een omstandig antwoord waarover ik inhoudelijk wel tevreden was. Ik voeg het volledige antwoord hierbij en beperk me hier tot slechts enkele citaten :*

- *“Wij hebben niettemin besloten dit gemeentelijk reglement bij te werken, en uiteraard is dit een werk van belang, dat we zo snel mogelijk willen onderwerpen aan de goedkeuring van de Gemeenteraad. Ik zou wensen dat dit aan u wordt voorgesteld vóór het jaareinde, zodat dit reglement met ingang van 2014 kan worden toegepast voor het nieuw begrotingsjaar”.*

- *“U hebt de wens uitgesproken dat dit reglement zou worden besproken voordat het aan de Gemeenteraad wordt voorgesteld. Ik denk dat het belangrijk is dat de Gemeenteraadsleden zich inderdaad hierover kunnen uitspreken, en opmerkingen kunnen formuleren. Ik voeg hieraan toe dat dit gemeentelijk reglement ook een technisch aspect omvat. Ik denk bijgevolg ook dat het interessanter is als men het vooraf binnen een werkgroep bespreekt, in plaats van er onmiddellijk mee naar de Gemeenteraad te komen, hetgeen de zitting alleen langer zou maken, zonder dat we daarom een productief debat kunnen tot stand brengen wat betreft de uitwerking ervan.”*

*Omdat ik, enerzijds, via mensen uit het verenigingsleven verneem dat ze nog steeds wachten om een gemeentelijk lokaal te kunnen gebruiken en, anderzijds, omdat we intussen bijna eind februari 2014 zijn – met andere woorden, reeds enige tijd na de datum waarvoor u beloofd had het ontwerp van gewijzigd reglement aan de gemeenteraad voor te leggen - stel ik vandaag opnieuw de hoger vermelde vragen uit mijn interpellatie van augustus 2013. Ik ben namelijk van mening dat het voor het verenigingsleven en de sociale cohesie in onze gemeente zeer belangrijk is dat het nieuwe reglement over het*

*gebruik van gemeentelijke lokalen door verenigingen er dringend komt.*

*Ik dank u.*

*Dirk Berckmans.*

***Bijlage : Antwoord van 28 augustus 2013 op interpellatie van Dirk Berckmans betreffende het gemeentelijk reglement inzake het gebruik van gemeentelijke lokalen door verenigingen***

De Raad neemt kennis.

---

#012/26.02.2014/A/0044# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Interpellation déposée par Monsieur Berckmans relative aux comptes-rendus des séances du Conseil communal.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Berckmans au sujet des comptes-rendus des séances du Conseil communal, dont le texte suit:

*J'ai quelques questions sur les comptes rendus des séances du conseil communal.*

*1° Au lieu de continuer nos séances marathon du conseil communal qui se terminent à 4h le matin, nous avons commencé, après l'été de l'année passée, à suspendre la séance vers minuit pour la reprendre, si l'ordre du jour n'a pas été achevé, le lendemain.*

*Ma question concerne la mention, dans le procès-verbal, des conseillers communaux présents pendant ces séances qui durent deux soirées. Je prends comme exemple le compte rendu de la séance du conseil communal du mercredi 22 janvier 2014 : au début du procès-verbal, les conseillers communaux sont mentionnés qui étaient présents, la première soirée, au début de la soirée. Après la partie sur le point 28, nous pouvons lire que la séance a été suspendue à 00.35 h. et qu'elle a été reprise le lendemain, le jeudi 23 janvier, à 19 h. Sont mentionnés ensuite, les noms des conseillers communaux qui sont entrés en séance quelques minutes après la réouverture. Dans ce procès-verbal, il n'y a nulle part mentionné les conseillers communaux qui ne sont plus revenus le jeudi 23 janvier or qu'ils étaient présents pendant la partie de la séance qui a eu lieu le mercredi 22 janvier. Ainsi, il est présenté dans le compte rendu que ces conseillers communaux étaient présents le mercredi 22 et le jeudi 23 janvier alors que ce n'était pas le*

*cas en réalité.*

*Est-ce que vous êtes également d'avis que c'est mieux de mentionner la présence ou absence des conseillers communaux pendant les réunions d'une autre façon ?*

*2° Toujours dans le même exemple, il était écrit que le conseil communal a approuvé le projet de motion relative à la création d'un Musée d'Art moderne à la Porte de Ninove (présents : 31 conseillers communaux – oui : 23 – non : 2 – abstentions : 6).*

*Par contre, l'article 20, dernier alinéa du règlement d'ordre intérieur du conseil communal stipule : « Le vote concernant l'adoption d'une motion se fait à l'unanimité des voix. Si l'unanimité n'est pas obtenue, la motion est rejetée ». Puisqu'il n'y avait pas l'unanimité sur la motion précitée, elle a été rejetée sur la base de cette disposition dans le règlement d'ordre intérieur ou, en d'autres mots, elle n'a pas été approuvée.*

*Comme un point à l'ordre du jour ne peut, selon mon humble avis, pas être à la fois approuvé et non approuvé, je vous demande quel est le statut correct de la motion sur le musée ? Comme je l'ai déjà mentionné, j'évoque ce point à l'ordre du jour seulement comme exemple. Entre-temps, j'ai bien compris quelle est la réponse correcte sur ma propre question mais vous comprendrez également pourquoi je pose cette question ici ?*

*Je vous remercie.*

*Dirk Berckmans.*

Le Conseil prend connaissance.

---

**Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans betreffende de verslagen van de gemeenteraadszittingen.**

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie van Mijnheer Berckmans betreffende de verslagen van de Gemeenteraadszittingen, waarvan de inhoud volgt:

*Ik heb enkele vragen over de verslagen van de gemeenteraadszittingen.*

*1° In de plaats van nog marathonzittingen van de gemeenteraad tot 4 u. 's morgens te houden, zijn we na de zomer vorig jaar overgestapt tot het schorsen van de vergadering rond (ongeveer) 24 u. om ze, indien de agenda niet is afgewerkt, 's anderendaags verder te zetten.*

*Mijn vraag betreft de vermelding van de aanwezige gemeenteraadsleden in*

*het verslag van die gemeenteraadszittingen die over twee avonden lopen. Ik neem het proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van woensdag 22 januari 2014 als voorbeeld : In het begin van het verslag zijn de namen vermeld van de gemeenteraadsleden die bij het begin van de zitting, op de eerste avond, aanwezig waren. Na het gedeelte over punt 28 lezen we dat de vergadering om 00.35 u. werd geschorst en dat de zitting 's anderendaags, donderdag 23 januari, om 19 u. werd heropend. Vervolgens zijn de namen vermeld van enkele gemeenteraadsleden die enkele minuten later na de heropening zijn binnen gekomen. Er is in het verslag echter nergens melding gemaakt van de gemeenteraadsleden die bij de heropening op donderdag 23 januari niet meer zijn komen opdagen terwijl ze wel – geheel of gedeeltelijk – aanwezig waren tijdens het gedeelte van de zitting dat op woensdag 22 januari plaatsvond en daarom dus als aanwezig zijn vermeld in het begin van het verslag van de zitting. Aldus lijkt het dat de gemeenteraadsleden in kwestie zowel op woensdag 22 als op donderdag 23 januari aanwezig waren hetgeen in werkelijkheid helemaal niet het geval was.*

*Lijkt het u ook aangewezen dat de aan- of afwezigheid van gemeenteraadsleden tijdens de vergaderingen beter wordt vermeld ?*

*2° Nog steeds in het zelfde voorbeeld, met name het verslag van de zitting van 22 januari jl., staat te lezen dat de gemeenteraad punt 30, te weten het voorstel van motie betreffende de oprichting van een Museum voor moderne kunst aan de Ninoofsepoort – heeft goedgekeurd (aanwezig : 31 gemeenteraadsleden – ja : 23 – neen : 2 – onthoudingen : 6).*

*Daartegenover staat dat artikel 20, laatste lid van het Reglement van inwendige orde van de gemeenteraad bepaalt : “Voor goedkeuring van een motie moet er worden gestemd met eenparigheid van stemmen. Indien er geen eenparigheid bereikt is, wordt de motie verworpen”. Aangezien er over de motie in kwestie geen eenparigheid werd bereikt, werd ze volgens deze bepaling van het Reglement van inwendige orde dus verworpen of, met andere woorden, niet goedgekeurd.*

*Omdat een agendapunt, naar mijn bescheiden mening, niet tegelijk goedgekeurd en niet goedgekeurd kan zijn, wens ik te vragen welke nu de status van die motie over het museum is ? Zoals gezegd vermeld ik dit agendapunt slechts als voorbeeld. Ik heb ondertussen wel begrepen wat het juiste antwoord op mijn eigen vraag is, maar u begrijpt wellicht ook waarom ik de vraag hier stel ?*

*Dirk Berckmans.*

De Raad neemt kennis.



**Interpellation introduite par Madame Tamditi concernant l'impact des mesures prises par le Gouvernement fédéral en matière de chômage sur les budgets de la Commune.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Madame Tamditi, concernant l'impact des mesures prises par le Gouvernement fédéral en matière de chômage sur les budgets de la Commune, dont le texte suit:

*Mesdames, Messieurs,*

*La FGTB a contacté tous les bourgmestres et présidents des cpas bruxellois concernant l'impact de la réforme des allocations d'insertion.*

*Le syndicat estime ainsi à plus de 5500 le nombre de futures exclusions pour la région bruxelloise et vous a adressé un courrier avec les chiffres précis pour Molenbeek.*

*Mes questions au collègue*

*- Pouvez-vous nous dire à Combien est estimé le nombre de Molenbeekois qui se verront ainsi en fin de droit en janvier 2015 ?*

*- Comment évaluez-vous les conséquences de ces exclusions pour notre commune, tant d'un point de vue d'une charge financière directe (nombre d'allocataires supplémentaires) que de la surcharge de travail face à cet afflux de nouvelles demandes?*

*- Y-a-t-il déjà eu une concertation entre la commune et le cpas à ce sujet afin d'anticiper les conséquences de l'afflux de ces personnes exclues du droit aux allocations d'insertion ?*

*- Enfin, quelle suite avez-vous donné au courrier qui vous a été envoyé par la FGTB ?*

*Je vous remercie pour vos réponses.*

*Khadija Tamditi*

Le Conseil prend connaissance.

---

**Interpellatie ingediend door Mevrouw Tamditi betreffende de impact van de maatregelen inzake werkloosheid op de gemeentebegroting, die**

**genomen zijn door de federale Regering.**

De Raad neemt kennis.

---

#012/26.02.2014/A/0046# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Interpellation déposée par Madame Tamditi relative au non-respect des règles en matière d'attribution de logements communaux.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Madame Tamditi relative au non-respect des règles en matière d'attribution de logements communaux, dont le texte suit:

*Mesdames, messieurs,*

*La presse a fait état, il y a quelques semaines, de logements communaux occupés par des familles dont les revenus dépassent les plafonds autorisés et qui, dès lors, ne sont pas ou plus dans les critères d'attribution leur permettant de jouir de ces logements. 45 logements sur les 275 que compte le parc locatif communal seraient ainsi loués par des ménages ayant une rémunération annuelle supérieure aux plafonds en vigueur.*

*J'ai lu et entendu les justifications apportées par les membres de l'ancienne majorité mais celles-ci ne m'ont pas convaincues et n'ont pas apporté les réponses que je me pose.*

*Voici donc mes questions au collègue*

- Allez-vous demander, dans le respect des règles, aux occupants ou à certains d'entre eux de quitter le logement qu'ils occupent afin de les réaffecter à d'autres familles moins favorisées ?*
- Lorsque des personnes occupent un bien communal, comment se déroulent les révisions des dossiers, à quelle fréquence ?*
- Quelle est la réglementation en matière de baux ?*
- Depuis quand les baux ne sont plus établis à durée indéterminée ?*

*Je vous remercie pour vos réponses.*

*Khadija Tamditi*

Le Conseil prend connaissance.

---

**Interpellatie ingediend door Mevrouw Tamditi betreffende het niet naleven van de regels inzake toekenning van gemeentelijke woningen.**

De Raad neemt kennis.

---

#012/26.02.2014/A/0047# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

**Interpellation déposée par Monsieur Magérus relative aux douches publiques.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Magérus concernant les douches publiques, dont le texte suit:

*Les douches publiques n'ouvrent plus que le samedi...*

*Elles étaient accessibles jusqu'à présent le mercredi après-midi pour les femmes avec enfants, le vendredi après-midi pour les femmes et le samedi toute la journée pour les hommes en échange de la somme de 50 cents. Tout se passait bien: "à la maison l'eau est glaciale. J'avais pris l'habitude de venir ici avec mes deux enfants. Cela nous permet d'avoir chaud. Il y avait toujours beaucoup de monde..." \**

*Depuis fin janvier, les douches publiques ne sont plus accessibles que le samedi matin pour les femmes et le samedi après-midi pour les hommes. Explications: les travailleurs de la propreté publique auraient pris l'habitude d'y prendre leur douche en attendant la rénovation de leur bâtiment et il y aurait peu d'utilisateurs en hiver!*

*La mesure serait "transitoire"*

*Des gens démunis comme cette dame qui témoigne, femmes, hommes et enfants s'y retrouvaient souvent, et, aujourd'hui, il y a de nouveau sur fond d'économie "nécessaire" ou de défaut d'organisation, une remise en cause d'un OUTIL SOCIAL QUI FONCTIONNE!*

*Encore une fois, il s'agit d'un choix politique très clair qui touche de plein fouet les plus pauvres! Je dénonce fermement cette décision qui induit de surcroît un problème de salubrité et d'hygiène publique qui risque aussi, de devenir demain un problème de santé publique!*

*Christian Magérus*

*\* Renseignements obtenus via un média*

Le Conseil prend connaissance.

---

**Interpellatie ingediend door Mijnheer Magérus betreffende de openbare douchen.**

De Raad neemt kennis.

La séance est levée à 02h30.  
De zitting wordt gesloten om 02u30.

PAR ORDONNANCE / OP LAST :

Le Secrétaire du Conseil,  
De Secretaris van de Raad,

Le Président du Conseil,  
De Voorzitter van de Raad,

Jacques De Winne

Michel Eylenbosch